

Le sous-développement industrialisé

In: Tiers-Monde. 1976, tome 17 n°68. L'Amérique latine après cinquante ans d'industrialisation (sous la direction de Pedro Calil Padis). pp. 891-930.

Citer ce document / Cite this document :

Bresser Pereira Luiz C. Le sous-développement industrialisé. In: Tiers-Monde. 1976, tome 17 n°68. L'Amérique latine après cinquante ans d'industrialisation (sous la direction de Pedro Calil Padis). pp. 891-930.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1976_num_17_68_2674

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

par Luiz C. BRESSER PEREIRA*

Ce travail constitue une tentative pour généraliser et formaliser le modèle d'industrialisation qui a cours actuellement dans de nombreux pays d'Amérique latine, au Brésil en particulier. Durant les années trente et quarante, il s'est produit dans ces pays un processus d'industrialisation rapide au moyen de la substitution des importations, tandis que le capitalisme international traversait les crises successives de la grande dépression des années trente et de la deuxième guerre mondiale. Cependant à partir des années cinquante on voit, avec le nouvel épanouissement du capitalisme, avec les investissements des entreprises multinationales dans le secteur industriel des pays périphériques et le développement dans ces pays d'Etats nationaux techno-bureaucratiques, se définir un nouveau modèle de développement. Ce nouveau modèle industrialise les pays mais ne résout pas leurs principaux problèmes. Il accroît le degré de dépendance, concentre le revenu, marginalise radicalement une grande partie de la population, développe l'industrie de biens de consommation en priorité sur l'industrie de biens de capital, justifie le contrôle autoritaire de la société par une techno-bureaucratie partisane du développement à outrance, disposée à tout justifier ou à tout sacrifier en fonction de l'accroissement de l'efficacité et du revenu global. Il nous conduit de la sorte — ou nous y maintient — à une situation que Celso Furtado a appelée « sous-développement industrialisé » pour l'opposer à l'ancien sous-développement fondé sur l'exportation de produits primaires (1).

Ce qui fondamentalement conditionne ce modèle d'industrialisation, conduisant à un sous-développement industrialisé, c'est : 1) Son caractère capitaliste ; 2) La dépendance technologique et économique envers les entre-

* Professeur d'économie politique à l'Ecole de Gestion d'Entreprises de São Paulo de la Fondation Getulio-Vargas, Brésil.

(1) Ce modèle s'applique par conséquent aux pays qui sont déjà passés par le processus d'industrialisation par la substitution des importations. Si nous voulions utiliser des dates servant de points de repère, nous pourrions dire que les pays d'Amérique latine sont passés par un modèle de développement fondé sur l'exportation de produits primaires au cours du XIX^e siècle et des trois premières décennies de celui-ci. Au cours des années trente et quarante nous avons le modèle de substitution d'importations qui, durant les années cinquante, commence à céder la place au modèle de sous-développement industrialisé qui fait l'objet de ce travail.

prises multinationales ; 3) La participation au pouvoir et à l'appropriation de l'excédent, par l'intermédiaire de la consommation de biens de luxe, d'un ample secteur techno-bureaucratique ; 4) La marginalisation d'une grande partie de la population, facilitée par l'existence d'une offre illimitée de main-d'œuvre ; et 5) L'existence d'un secteur productif capitaliste « traditionnel » et d'un autre « moderne », qui entretiennent entre eux des rapports de dépendance. Nous pourrions appeler ce processus historico-économique : modèle de sous-développement industrialisé techno-bureaucratique capitaliste (1).

Ce modèle correspond à une formation sociale où le mode de production capitaliste est dominant. La présence de modes de production traditionnels ou précapitalistes, à l'inverse de ce qu'affirme la théorie de la modernisation tellement en vogue dans les pays développés, est inexpressive. Dans le mode de production capitaliste, toutefois, nous pouvons distinguer un secteur capitaliste dépendant, où l'on observe encore quelques manifestations précapitalistes, et un secteur capitaliste moderne dominant, auquel se juxtaposent, et où pénètrent des éléments du mode de production techno-bureaucratique naissant. Il est important également de souligner que cette formation sociale à prédominance capitaliste entretient des rapports de dépendance globale vis-à-vis des pays capitalistes mûrs. Il s'agit par conséquent d'une formation sociale dépendante techno-bureaucratique capitaliste.

Il n'y a pas place ici pour une discussion sur le problème de l'émergence du mode de production techno-bureaucratique dans les formations sociales principalement capitalistes. Nous entendons par mode de production techno-bureaucratique le système économique dans lequel la production et la distribution sont dominées par un grand Etat moderne qui planifie et coordonne l'activité économique, et par de grandes entreprises bureaucratiques qui se chargent de la production. Dans ce mode de production à l'état pur, et à la façon du mode de production asiatique (2), une classe-Etat, les techno-bureaucrates civils et militaires, assume le pouvoir et s'approprie l'excédent produit par la société. Toutefois à la différence du mode de production asiatique, les techno-bureaucrates ne se fondent pas, pour légitimer leur pouvoir, sur la tradition mais sur une prétendue compétence technique ou organisationnelle ; et ils ne s'approprient pas tout l'excédent car le pouvoir de mar-

(1) Le cas brésilien est un cas exemplaire de ce modèle de développement et de sous-développement. Cependant, en l'adaptant convenablement, ce modèle s'applique probablement à un grand nombre de pays où ces cinq conditions de base se conjuguent d'une façon ou d'une autre. C'est le cas de la plupart des pays d'Amérique latine, quoiqu'il faille signaler qu'en particulier dans le cas de l'Argentine, de l'Uruguay et du Chili, l'hypothèse de l'« offre de travail illimitée » n'est pas valable et demande des adaptations importantes du modèle.

(2) Au sujet du mode de production asiatique, voir Karl MARX (1971, p. 433 à 479) ; HOBBSAWN (1971) ; CERM (1969) ; CERM (1973), Samir AMIN (1974), et *Premières sociétés de classes et mode de production asiatique* (1967), Roger Bartra (1969), TRAGTEMBERG (1974).

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

chandage des travailleurs leur assure une certaine participation à cet excédent. L'appropriation privée de l'excédent ne se réalise pas sous forme de profit, comme dans le système capitaliste, mais sous forme du versement de traitements de plus en plus élevés (1).

On peut analyser une formation sociale sous divers aspects. L'analyse de cette formation sociale spéciale sous son aspect économique dynamique sera l'objet de ce travail. Nous essaierons de formuler en termes simples les relations macro-économiques qui s'établissent entre les divers secteurs productifs et les divers agents économiques qui contrôlent les facteurs de production. Comme il s'agit d'un modèle de développement, nous nous efforcerons, non seulement de saisir ces relations sous leur aspect statique, mais aussi sous leur aspect dynamique, à travers l'analyse des tendances présentées par le modèle (2).

DUALISME HISTORICO-STRUCTUREL

Le modèle de développement avec marginalisation ou de sous-développement industrialisé a pour caractéristique de base, sur le plan interne, l'existence de deux secteurs structurels de production : le secteur moderne, M, et le secteur traditionnel ou dépendant, D. Le secteur moderne est celui qui est intégré dans le processus de développement capitaliste techno-bureaucratique, le secteur traditionnel ou marginal est celui qui est exclu des processus de développement technologique et de la rapide augmentation de la productivité caractérisant le modèle. Les expressions « traditionnel » ou « marginal », et « moderne » peuvent toutefois créer certaines confusions. Nous devons donc essayer de définir plus clairement ces deux secteurs.

Il ne faut pas confondre secteur traditionnel avec secteur précapitaliste. Dans ce modèle, nous admettons que les formes précapitalistes de production, quoiqu'elles puissent subsister au sein de la société, ne sont plus assez significatives pour mériter une attention spéciale. Le développement ne peut se définir comme un processus de modernisation à travers lequel la société précapitaliste, dominée par le sous-emploi et la marginalité, céderait peu à peu la place à une société capitaliste et moderne. Ce genre d'interprétation n'a pas de sens étant donné que le mode de production capitaliste est dominant. Le secteur traditionnel, tel qu'il est ici défini, est aussi capitaliste que le moderne.

(1) Pour une analyse de l'émergence des techno-bureaucraties civiles et militaires dans le monde contemporain, voir Luiz C. BRESSER PEREIRA (1972 *b*).

(2) L'analyse de ce modèle de développement est en cours de réalisation par les économistes latino-américains depuis déjà quelques années. Pour une bibliographie extrêmement résumée, il convient de citer Anibal PINTO (1970, 1971), Antonio Barros de CASTRO (1969), Maria Conceição TAVARES et José SERRA (1971), Luiz C. BRESSER PEREIRA (1970, 1972 *a* et 1973), Celso FURTADO (1972), Pedro MALAN et John WELLS (1972), Francisco de OLIVEIRA (1972), Paul SINGER (1972), Edmar BACHA (1973 *a* et *b*).

Le secteur traditionnel est constitué essentiellement par le secteur agricole, les petites et moyennes entreprises productrices de biens de consommation de base (biens de salaire), par le petit et moyen commerce, par les personnes ou les petites entreprises qui se consacrent aux services et à la construction civile sur une petite échelle, l'artisanat, certains secteurs du service public, particulièrement au niveau municipal et au niveau de l'Etat dans les Etats pauvres, et finalement les travailleurs autonomes sous-employés ou sans emploi qui constituent les populations marginales des grandes villes brésiliennes.

Il ne faut donc pas confondre cette division de la société en deux secteurs, moderne et traditionnel, avec la division entre un secteur capitaliste dépendant et un secteur marginal. De la même façon que nous ne nous référons pas à un dualisme entre société précapitaliste et société capitaliste, il ne s'agit pas non plus d'un autre type de dualisme entre employés et sous-employés, entre riches et pauvres, entre secteur productif capitaliste capable de produire un excédent et secteur improductif, c'est-à-dire incapable de produire au-dessus du niveau de subsistance. Le secteur traditionnel inclut la marginalité mais ne s'y limite pas (1).

En réalité, cette division de l'économie en un secteur moderne et un autre traditionnel n'a de sens que dans une perspective historico-structurelle. Suivant cette perspective, les deux secteurs correspondent à deux phases du développement capitaliste des pays sous-développés. Une première phase qui comprend le modèle d'exportation de produits primaires et le modèle de substitution des importations correspond à l'installation du secteur traditionnel. La seconde phase, qui débute au cours des années cinquante, lorsque le modèle de substitution des importations s'épuise ou acquiert de nouvelles caractéristiques, dans la mesure où les entreprises multinationales commencent à investir dans le secteur industriel des pays sous-développés et à diriger leur industrialisation par l'intermédiaire du monopole de la technologie moderne et de la fabrication de produits de consommation de luxe que seule une minorité peut consommer, cette seconde phase correspond au stade actuel de l'industrialisation sous-développée. Cette seconde phase, au cours de laquelle on essaie de reproduire dans les pays sous-développés, grâce à la concentration du revenu chez les classes moyenne et supérieure, les types sophistiqués de consommation de la métropole, correspond à la phase finale du modèle de substitution des importations et à la naissance du modèle de sous-développement industrialisé. Au cours de cette période s'installe le secteur moderne, M, de l'économie.

(1) Pour une discussion du concept de marginalité, voir les travaux récents de KOWARICK (1972 et 1974) et de BERLINCK (1974). Voir également l'analyse faite par FRANCISCO OLIVEIRA (1972) du « gonflement » du secteur tertiaire dans ce genre de modèle et de sa fonctionnalité dans le processus d'accumulation du capital.

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

Le secteur traditionnel ou dépendant est le secteur productif capitaliste installé dans le pays pendant la période où régnait le « vieil » impérialisme, *via* le commerce international. Il correspond, par conséquent, aux secteurs économiques qui sont entrés en activité pendant la période du modèle exportateur primaire et, par la suite, au cours de la première phase du modèle d'industrialisation par substitution des importations. L'impérialisme, par l'intermédiaire du commerce international fruit de la révolution industrielle et de la division internationale du travail, domine au cours du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e. Il se traduit par un système de dépendance des pays exportateurs de produits primaires envers les pays industriels, à travers le commerce international. Les échanges internationaux servent d'instrument au moyen duquel les pays métropolitains s'approprient une part considérable de l'excédent produit dans les pays périphériques. La crise de ce système à partir de la grande dépression des années trente correspond à un grand élan des pays sous-développés vers l'industrialisation. La crise du commerce international impose aux pays périphériques un type de développement industriel orienté vers l'intérieur fondé sur la substitution d'importations. Au cours des années trente et quarante s'effectue la substitution des biens de consommation de base, auparavant importés. Dans les quotas d'importations de pays latino-américains, les biens de consommation sont remplacés par les biens de capital et les biens intermédiaires.

L'industrialisation qui a lieu alors, est essentiellement réalisée avec des capitaux nationaux, à partir de petites entreprises qui réinvestissent leurs profits. La technologie est simple et emploie intensivement le travail, les économies d'échelles sont petites, permettant l'installation rentable d'entreprises de dimensions relativement réduites. Une série de branches industrielles orientées vers la production de biens légers de consommation, dont beaucoup existaient déjà avant les années trente, ce qui est le cas de l'industrie textile, de celle des produits alimentaires, de la confection, du cuir, du meuble, de la métallurgie et de la céramique destinées à la fabrication d'ustensiles domestiques — toutes ces industries achèvent de s'installer durant les années trente et quarante.

Le modèle de substitution d'importations, par conséquent, bien qu'il se distingue du modèle exportateur primaire parce qu'il est orienté vers l'intérieur et non vers l'extérieur, qu'il se base sur la production industrielle destinée au marché interne et non sur la production agricole destinée au marché externe, n'en est, en réalité, qu'un prolongement. Durant toute cette période, s'installe dans les pays sous-développés un système capitaliste agricole et industriel peu développé technologiquement, constitué d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises travaillant en régime concurrentiel. Ce système capitaliste dépendant correspond à notre secteur traditionnel ou dépendant, D.

Les années trente et quarante sont marquées par la crise de l'impérialisme par le commerce international. A partir de la fin de la deuxième guerre mondiale, et particulièrement à partir des années cinquante, lorsque les pays capitalistes métropolitains se sont déjà entièrement remis de la crise, on peut observer le commencement d'un type nouveau d'impérialisme qui se manifeste par l'apparition des entreprises multinationales. Au lieu de se limiter au commerce et à l'organisation de la production de biens primaires dans les pays périphériques, les pays métropolitains se mettent à internationaliser la production industrielle par l'intermédiaire de filiales industrielles. Ces nouvelles entreprises, qui utilisent une technologie capital-intensive et produisent surtout des biens de consommation de luxe, ont pour objectif de profiter des marchés déjà existants dans les pays périphériques.

Les filiales des grandes entreprises multinationales vont donc se constituer dans cette sphère du secteur privé que nous appelons secteur moderne, M. A côté d'elles disparaissent un grand nombre d'entreprises nationales, non seulement dans le domaine de l'industrie, mais également dans le secteur commercial des services, complémentaire de la partie privée du secteur moderne. Le meilleur exemple dans l'industrie est celui de l'industrie de pièces détachées d'automobiles, dont est évidente la dépendance envers les entreprises multinationales de montage des voitures. Mais dans diverses autres branches industrielles surgissent des entreprises nationales modernes. Dans le secteur commercial, les revendeurs de voitures ou les réseaux de supermarchés constituent les cas les plus évidents de l'adoption de pratiques capitalistes « modernes ». Dans le secteur de services, les agences de publicité, les sociétés d'études des marchés, de planification économique et industrielle et d'assistance technique et administrative, d'une part, et les services personnels de luxe (divertissements, restaurants, coiffeurs, etc.) d'autre part, sont des exemples de la présence de petites entreprises nationales du secteur moderne. Le rapport de dépendance entre ces entreprises commerciales et de services et le noyau productif contrôlé principalement par les entreprises multinationales et par les entreprises publiques se produit à travers l'avènement d'une nouvelle classe moyenne qui reçoit des traitements et commence à demander ces services (1).

En même temps que les entreprises multinationales pénètrent dans les pays périphériques et s'organisent sous forme de grandes entreprises bureaucratiques modernes, constituant le noyau privé du secteur moderne, on observe un grand développement des Etats nationaux et des entreprises

(1) Pour une analyse de l'apparition de cette classe moyenne au Brésil, consulter Luiz C. BRESSER PEREIRA, *The rise of Middle class and Middle Management in Brazil*, 1962. Ce travail a été publié ultérieurement comme le troisième chapitre de Luiz C. BRESSER PEREIRA, *Desenvolvimento e Crise no Brasil*, 1968.

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

publiques. L'idéologie populiste qui caractérise les pays périphériques après la guerre, surtout en Amérique latine, ne se limite pas à la tentative de formuler un pacte social entre les capitalistes industriels et le prolétariat urbain. Elle se caractérise en outre par l'industrialisme « développementiste » et par un interventionnisme étatiste modéré (1).

Ces idéologies vont constituer les éléments de légitimation d'une grande augmentation des fonctions de l'Etat et du pouvoir des techno-bureaucraties civiles et militaires qui le contrôlent directement.

L'Etat s'engage alors dans un processus d'expansion de ses pouvoirs et de modernisation. Ses fonctions s'étendent non seulement : a) en direction des secteurs de services caractéristiques des gouvernements modernes, tels que l'éducation, la santé, la sécurité sociale, mais aussi b) vers des activités de planification et de coordination économique, au moyen d'organismes nouveaux de planification et de contrôle qui sont créés à tous les niveaux gouvernementaux ainsi que c) vers les secteurs directement productifs et les secteurs financiers. Dans ces derniers secteurs, l'intervention de l'Etat se fait, soit en développant le système financier d'Etat, qui se charge d'une grande partie du financement à long terme des entreprises et du financement de la production agricole, soit en créant des entreprises de services publics dans le domaine des communications et des transports, soit en créant des entreprises industrielles dans les branches du pétrole, de la pétrochimie, de l'acier, de l'énergie électrique. En conséquence de cette expansion du secteur public, celui-ci tend à contrôler plus de 25 % du produit interne brut, et plus de 50 % de l'investissement annuel du pays.

Le secteur moderne de l'économie constitue donc un noyau formé, d'une part, par les entreprises multinationales et, d'autre part, par le nouveau secteur public moderne qui se substitue peu à peu à l'Etat traditionnel correspondant au modèle primaire exportateur. Les fonctions de l'Etat traditionnel se limitaient à défendre les intérêts de l'oligarchie capitaliste agro-commerciale qui dominait le pays, et était alliée à l'impérialisme, et à créer des emplois pour une petite classe moyenne parasitaire, dépendante envers la classe dominante. Le nouvel Etat national, dans la mesure où il marque la naissance d'une techno-bureaucratie modernisante, atteint une relative autonomie par rapport au capitalisme national et international, et assume d'amples fonctions, non seulement de services, mais de planification et de coordination économiques, et également d'intervention directe dans l'activité productive.

(1) La bibliographie concernant le populisme au Brésil est abondante. Voir en particulier FRANCISCO WEFFORT (1965 et 1966), HÉLIO JAGUARIBE (1958), GUERREIRO RAMOS (1961, chap. IV), OTAVIO IANNI (1971), FERNANDO HENRIQUE CARDOSO (1971) et GLAUCIO DILLON SOARES (1973). Au sujet de la naissance de l'industrialisme *desenvolvimentista* dans le cadre du populisme, voir LUIZ C. BRESSER PEREIRA (1963 et 1968, chap. V).

Nous avons défini les secteurs traditionnel et moderne de notre modèle en termes historico-structuraux. Le secteur traditionnel est principalement capitaliste avec quelques restes de rapports de production précapitalistes, le secteur moderne également est avant tout capitaliste, mais contient des éléments de rapports de production techno-bureaucratiques naissants. Le secteur traditionnel est technologiquement peu sophistiqué, travail-intensif, dominé par de petites et moyennes entreprises agricoles, commerciales et industrielles. Les entreprises sont nationales et le marché est essentiellement compétitif. L'installation du secteur traditionnel correspond au « vieil » impérialisme par l'intermédiaire du commerce international, au modèle primaire exportateur, et au modèle de transition basé sur l'industrialisation par substitution des importations de biens de consommation qui prévaut jusqu'à la fin des années quarante. Le secteur traditionnel produit des biens de consommation de base et ne compte pas, dans son cadre, de classe moyenne techno-bureaucratique. On y trouve une classe moyenne traditionnelle, constituée surtout de petits et moyens propriétaires et de membres autonomes des professions libérales.

La classe moyenne techno-bureaucratique qui reçoit des traitements se situe dans le secteur moderne. Ce dernier est technologiquement sophistiqué, capital-intensif, dominé par de grandes entreprises bureaucratiques étrangères et nationales, publiques et privées. Il produit des biens de consommation de luxe, des biens de capital et des biens intermédiaires. Il correspond historiquement au « nouvel » impérialisme (1) passant par la dépendance technologique, et à l'intervention des entreprises multinationales qui commencent à dominer les relations économiques entre centre et périphérie du système capitaliste mondial à partir des années cinquante, ainsi qu'à la naissance de techno-bureaucraties au niveau des États nationaux.

Selon cette conception, nous devons parler, par conséquent, d'un capitalisme traditionnel et d'un capitalisme moderne. Cette perspective peut sembler étrange à qui imagine que tout le capitalisme est « moderne » par rapport aux relations de production précapitalistes. Il est évident, toutefois, que ce terme, ainsi que le terme traditionnel sont relatifs. Le capitalisme fondé sur la petite entreprise, la concurrence des prix, le personnage du chef d'entreprise schumpéterien, l'utilisation d'une technologie relativement simple, travail-intensive et offrant des possibilités réduites d'économies d'échelle peut être appelé, d'une façon appropriée, traditionnel si on le compare au capitalisme « moderne », fondé sur de grandes entreprises bureau-

(1) La distinction entre le « vieil » impérialisme et le « nouvel » impérialisme a été établie, en particulier par Fernando Henrique CARDOSO et ENZO FALLETO (1970, p. 125 à 129). Consulter également Fernando Henrique CARDOSO, *Impérialismo e Dependência na América Latina*, 1972, chap. IX.

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

cratiques, une organisation oligopolistique du marché, le contrôle croissant d'administrateurs professionnels, l'emploi de technologies modernes et la formation de grands conglomérats financiers, non seulement pour réaliser des économies d'échelle, mais tout simplement pour augmenter le degré de planification et de coordination du système productif capitaliste dans son processus essentiel et continu d'accumulation de capital.

Nous ne devons donc pas opposer un capitalisme traditionnel agraire à un capitalisme industriel moderne. A l'intérieur du capitalisme industriel, toute la période d'industrialisation jusqu'aux années cinquante correspond fondamentalement à l'installation d'un type de capitalisme traditionnel (1).

Cette distinction historico-structurelle entre un secteur moderne et un secteur traditionnel dans les pays sous-développés, et particulièrement en Amérique latine, correspond approximativement à la division de l'économie en cinq secteurs, faite par Celso Furtado (1966, chap. III) dans son ouvrage classique sur le développement et la stagnation de l'Amérique latine (2).

Les quatre premiers secteurs, P_1 (économie de subsistance), P_2 (économie d'exportation), P_3 (économie productrice de biens de capital pour P_2 par l'appropriation directe de l'excédent de travail), et P_4 (phase initiale de l'industrialisation) correspondent au secteur traditionnel, tandis que le secteur P_5 , caractérisé par la substitution des biens intermédiaires, des biens de consommation durables et des biens de capital, dont la technologie est perfectionnée et le coefficient de capital élevé, correspond dans ce travail, au secteur moderne. On retrouve la même correspondance, quoique sous une forme moins précise, dans le concept d'« hétérogénéité structurelle » d'Anibal Pinto (1970). Il distingue trois secteurs dans les économies latino-américaines : primitif, intermédiaire et moderne. Ce dernier secteur inclut le complexe exportateur et la première phase du processus de substitution d'importations, qui travaillent déjà à des niveaux de productivité substantiellement supérieurs à la moyenne du système. Toutefois cette différenciation ou discontinuité présentée par le secteur moderne par rapport aux autres secteurs, d'après Anibal Pinto « se définit, dans les pays précurseurs de la « seconde étape » du processus (substitution d'importations), quand ces pays s'engagent dans la production des biens intermédiaires et des biens de consommation durables « lourds », fondés sur des technologies modernes et d'une plus grande intensité de capital » (1970, p. 84 et 85). Cette « seconde étape », qui débute au cours des années

(1) Au sujet de la conception d'un capitalisme industriel traditionnel au Brésil, voir Fernando Henrique CARDOSO (1964, chap. III et IV), Luiz PEREIRA (1965, p. 120), Juarez Brandão LOPES (1967) et Luiz C. Bresser PEREIRA (1974).

(2) Ce travail, quoique ayant été largement critiqué, constitue effectivement la base de toute la révision de la pensée latino-américaine sur son propre style de développement.

cinquante, correspond à notre secteur moderne (1). Le même schéma théorique apparaît dans l'ouvrage fondamental de Maria Conceição Tavares et José Serra sur le nouveau modèle brésilien de développement, *Além da Estagnação* (1971).

Pour conclure cette analyse historico-structurelle des deux secteurs qui se partageraient les économies sous-développées actuelles, il est nécessaire de faire remarquer que certaines industries « traditionnelles » telles que certaines activités agricoles, qui selon notre modèle sont toutes considérées comme appartenant au secteur traditionnel, se modernisent malgré tout. Dans l'industrie ceci est particulièrement valable pour certaines entreprises textiles et de produits alimentaires qui, bien qu'installées au cours de la première phase de l'industrialisation, se sont amplement modernisées. Dans ce cas, il faut les inclure dans le secteur moderne, technologiquement avancé, bien qu'elles soient installées depuis longtemps. De même, certaines activités d'exportation de produits primaires, étant donné leur niveau élevé de productivité, doivent être considérées comme modernes.

Cependant, dans les hypothèses simplificatrices que nous allons présenter plus loin, ces exceptions ne seront pas considérées explicitement, ceci au nom de la simplicité nécessaire au modèle.

En conclusion, nous divisons le secteur productif de notre modèle en un secteur moderne et un secteur traditionnel. Nous pouvons donc écrire que :

$$P = M + D$$

où

P = produit interne net

M = produit du secteur moderne

D = produit du secteur traditionnel.

LA STRUCTURE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Outre une distinction historico-structurelle entre un secteur moderne et un secteur traditionnel, nous adoptons une classification socio-économique des agents économiques, fondée sur les rapports de production existant dans le système et par conséquent sur le genre de revenu recueilli. Au lieu d'adopter la distinction dualiste entre capitalistes et travailleurs, utilisée de façon implicite ou explicite non seulement par l'économie marxiste, mais également par l'économie néo-classique, nous adoptons une classification tripartite : capitalistes qui reçoivent un profit, R ; techno-bureaucrates au sens large, qui

(1) Ce travail d'Anibal PINTO et *Estudio Económico de América Latina*, 1968, de la CEPAL, orientée par lui, constituent probablement les deux premières contributions spécifiques à l'analyse du modèle que nous examinons ici.

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

reçoivent un traitement, O ; et travailleurs qui reçoivent un salaire, W.

La classification adoptée dépend du moment historique où nous nous situons. Ricardo avait adopté une classification tripartite entre propriétaires fonciers, capitalistes et travailleurs car à son époque les propriétaires fonciers avaient encore une importance assez significative pour qu'on les distingue des capitalistes. En outre, le revenu qu'ils recevaient, le loyer ou rente foncière, obéit à d'autres lois que celles qui gouvernent les profits des capitalistes. Sans nier ce fait, Marx aussi bien que les économistes orthodoxes néo-classiques ont ignoré dans leurs modèles simplifiés les propriétaires de la terre. La rente foncière, pour eux, n'était plus significative, dans la mesure où capitalistes et propriétaires de la terre s'étaient confondus socialement et économiquement, et que ces derniers avaient perdu de leur importance stratégique dans la formation sociale en vigueur. Aussi, pour simplifier, la rente foncière fut-elle incorporée au revenu (1).

Avec le développement du capitalisme, néanmoins, nous avons eu le processus connu de croissance et de bureaucratisation des entreprises et de l'Etat. Pour administrer ces organisations bureaucratiques, ou leur fournir une assistance et les développer technologiquement, est née une nouvelle classe moyenne qui perçoit des traitements. Tandis que l'ancienne classe moyenne était constituée essentiellement de petits propriétaires (donc de capitalistes), ou de travailleurs autonomes (appartenant surtout aux professions libérales), la nouvelle classe moyenne est constituée d'employés de bureau, de gestionnaires, de fonctionnaires et de techniciens de type varié, qui reçoivent des traitements. L'importance stratégique de cette couche sociale (2) est croissante dans les systèmes économiques contemporains, ce qui exige que la théorie économique les distingue des travailleurs. En outre leur rémunération est réglée d'après des lois différentes de celles qui régissent les salaires des travailleurs directement engagés dans la production.

La théorie économique moderne n'a pas encore admis cette distinction. Les travaux de Kalecki (1968 et 1971), pionniers, et fondamentaux pour la compréhension de l'économie moderne constituent une exception remar-

(1) La rente pourra redevenir économiquement significative et exiger par conséquent d'être traitée explicitement dans la théorie économique, dans la mesure où les ressources naturelles deviennent rares et que la rémunération de celui qui les détient augmente très fortement, comme cela s'est produit récemment pour le pétrole.

(2) Le concept de couche sociale est moins rigide que celui de classe sociale. Tandis que ce dernier, sous sa forme originale, est directement lié à la propriété ou non-propriété des moyens de production, dans le cadre du système capitaliste classique, la couche sociale dépend fondamentalement de l'éducation et de la profession. Pour une discussion à ce sujet, voir BRESSER (1974, p. 88 à 103). Les couches sociales tendent à se substituer aux classes sociales dans les formations sociales techno-bureaucratiques. Elles sont déjà présentes, toutefois, dans les formations sociales capitalistes, sous l'influence du mode de production techno-bureaucratique elles émergent.

quable à cette règle. Dans ces travaux, écrits pour la plupart dans les années trente, ce grand économiste, dont l'œuvre précède en grande partie la macro-économie keynésienne, distingue, à diverses reprises, les salaires des traitements afin de pouvoir poursuivre son analyse du système capitaliste.

Et effectivement, cette distinction est essentielle. La masse des salaires constitue un coût variable à l'intérieur du système, elle croît ou diminue selon les variations cycliques de la production. Les traitements, eux, constituent un coût relativement fixe. Le taux des salaires est déterminé à long terme par le coût de production de la main-d'œuvre, et à court terme, par les variations de l'offre et de la demande de travailleurs. Le taux des traitements, ou traitement moyen, est déterminé à long terme par le processus de stratification hiérarchique implanté dans les organisations bureaucratiques et par le pouvoir croissant de marchandage que tendent à y acquérir les techno-bureaucrates.

La demande de techno-bureaucrates n'est pas en rapport direct avec les besoins de la production. Au contraire de ce qui se produit avec les ouvriers, il n'est jamais possible de déterminer le nombre de techno-bureaucrates nécessaires à un certain niveau de production. Ainsi, et pour des raisons idéologiques évidentes, la demande peut toujours être considérée comme « grande » par rapport à une offre de techno-bureaucrates considérée toujours « petite ». De la sorte on légitime, à un niveau où économie et idéologie se confondent, les traitements toujours plus élevés des techno-bureaucrates toujours rares, qui s'approprient ainsi une part de l'excédent économique.

Le pouvoir des techno-bureaucrates et l'accroissement de leur part du revenu provient de ce qu'ils dominent un facteur stratégique de production : la connaissance de la technologie et de l'organisation (1). Dans la mesure où ce facteur devient fondamental dans les sociétés industrielles modernes, dominées par de grandes organisations bureaucratiques qui manipulent une technologie de production hautement perfectionnée, augmente le pouvoir de marchandage des techno-bureaucrates. Ce pouvoir croissant est légitimé par le développement d'une idéologie techno-bureaucratique, qui facilite également leur part croissante de l'excédent économique.

Dans la mesure où les traitements sont un type de rémunération du travail, on peut les considérer en tant que salaires. Dans la mesure où ils reçoivent une part de l'excédent économique, on doit les considérer en tant que profit. Si l'on accepte l'hypothèse suivant laquelle les travailleurs ne reçoivent que l'équivalent du coût de production de la main-d'œuvre, l'excédent est égal au profit plus les traitements moins la consommation nécessaire des capita-

(1) Sur le facteur stratégique de production, voir GALBRAITH (1968). Il est essentiel d'inclure comme facteur stratégique de production non seulement la connaissance technique, mais également la connaissance organisationnelle, c'est-à-dire la capacité d'administrer des organisations bureaucratiques (BRESSER PEREIRA, 1972 *b*, chap. I, 2).

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

listes et techno-bureaucrates. Enfin, dans la mesure où les traitements rémunèrent la connaissance technique et organisationnelle, ceux-ci doivent être considérés séparément des salaires et des profits.

Ainsi pouvons-nous, dans notre modèle, distinguer trois types de rémunération — profits, traitements et salaires —, correspondant aux trois agents économiques de base, capitalistes, techno-bureaucrates et travailleurs. En termes de rémunération des facteurs, le revenu peut donc être ainsi défini :

$$Y = W + O + R$$

où

Y = produit intérieur net

W = total des salaires

O = total des traitements

R = total des profits.

Nous avons déjà examiné le produit ou l'offre globale de l'économie sous un aspect historico-structurel, quand nous avons distingué un secteur moderne M, du secteur traditionnel D. Nous devons maintenant établir une seconde distinction selon les types de produits. Nous adopterons une classification fonctionnelle du type : produits primaires, secondaires et tertiaires, ou simplement une distinction entre produits industriels et non industriels. Pour les objectifs de cette analyse, nous avons besoin d'une autre classification qui prenne en considération le type de demande qui correspond à chacun de ces biens. En prenant ces critères pour base, nous avons divisé l'économie en trois départements productifs :

- *département J*, producteur de biens de capital;
- *département V*, producteur de biens de consommation de luxe ou biens de consommation des techno-bureaucrates et des capitalistes;
- *département B*, producteur de biens de consommation de base ou biens de consommation des travailleurs.

Cette classification est employée également par Kalecki et constitue un élargissement de la classification de Marx par l'inclusion du département V. Il convient de faire remarquer que Kalecki, lorsqu'il définit le département V, ne se réfère pas aux traitements. Il est évident, toutefois, que les biens de luxe ne sont pas consommés seulement par les capitalistes depuis la petite bourgeoisie jusqu'aux plus riches, mais aussi par la classe moyenne qui reçoit des traitements, c'est-à-dire par les techno-bureaucrates.

Les biens de capital, J, comprennent tous les biens employés dans la production d'autres biens. Ils incluent, par conséquent, les équipements et les constructions industrielles, commerciales et publiques dont le flux se définit à travers le taux de dépréciation. Les biens de luxe, V, sont les biens

consommés par les techno-bureaucrates et les capitalistes. Ils comprennent les automobiles, les chaînes haute fidélité, les réfrigérateurs, les appareils de télévision en couleur, les appareils électro-portatifs perfectionnés et les produits les plus chers et « sophistiqués » des autres industries, y compris l'industrie alimentaire et l'industrie textile. Ils incluent également parmi les biens de luxe les résidences luxueuses et les services de luxe dans les hôtels, restaurants, clubs, etc. Les biens de base, B, finalement, comprennent tous les biens de consommation nécessaires à la subsistance et la reproduction des travailleurs. Cette classification concerne seulement les produits finis. Pour les besoins de notre analyse, toutefois, nous considérerons les biens intermédiaires de base, tels que l'acier, le pétrole, les produits pétrochimiques et l'énergie électrique comme appartenant au département J. Comme les machines et les matières premières ils sont destinés à la production d'autres biens. Seules et matières premières agricoles sont considérées du département B.

Ainsi le revenu peut-il y être exprimé, en termes de produit, sous la forme :

$$Y = J + V + B.$$

Il existe, évidemment, des régions claires-obscurées entre les secteurs. Ces régions imprécises sont grandes surtout entre les secteurs V et B. On considère ordinairement que les biens électroménagers appartiennent au département V. Cependant, certains appareils électroménagers, comme l'appareil de télévision en noir et blanc, et même le réfrigérateur deviennent de plus en plus populaires. Par contre, les industries typiquement productrices de biens de base, telles que l'industrie textile et l'industrie alimentaire, produisent aussi des biens de luxe, spécialement lorsqu'elles sont contrôlées par des capitaux étrangers.

A cette classification du produit, ou de l'offre regroupée par départements, correspond une classification de la dépense, ou de la demande regroupée (1). La dépense, Y, qui, du point de vue comptable, est égale au produit ou au revenu, peut donc s'exprimer en termes d'investissements et de consommation de biens de luxe et de biens de base :

$$Y = I + C_V + C_B$$

où

I = investissement net

C_V = consommation de biens de luxe

C_B = consommation de biens de base.

(1) Pour les besoins de cette analyse, il n'y a pas intérêt à distinguer la dépense (concept comptable *ex-post*) de la demande (concept économique *ex-ante*).

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

LES SUPPOSITIONS SIMPLIFICATRICES

Voici venu le moment de présenter les suppositions simplificatrices de notre modèle. Ces suppositions vont nous permettre de construire une matrice simple dans laquelle deviennent transparentes les relations d'offre et de demande entre les différents secteurs et départements productifs et les divers agents économiques.

1 / Notre modèle sera ouvert, et comprendra le commerce extérieur. Nous ne le maintiendrons fermé qu'au cours d'une première approche, à titre de simplification, mais immédiatement après, nous procéderons à l'ouverture du modèle, ce qui est essentiel pour le comprendre complètement. Surtout dans la mesure où il s'agit d'un modèle de développement dépendant, faire abstraction du secteur externe n'aurait pas de sens. Même si la dépendance ne se réalise pas d'une façon primordiale à travers le commerce international, mais sous forme d'une dépendance technologique contrôlée par les entreprises multinationales, elle finit par se refléter profondément dans la balance des paiements, et il faudra que les déficits qui en résultent soient couverts d'une façon ou d'une autre par un solde dans la balance commerciale. Nous définirons plus loin trois suppositions spécifiques relatives au commerce international.

2 / La dépense du gouvernement se divise en consommation de biens et services de base, consommation de biens de luxe et investissements. La consommation du gouvernement est appelée « consommation sociale ». On part de la supposition que cette distribution des services de l'Etat tend à être égalitaire, mais ce n'est pas forcément toujours vrai. Quand l'Etat favorise l'éducation supérieure au détriment de l'éducation primaire, ou lorsqu'il donne la priorité à la construction de grandes autoroutes destinées au tourisme au détriment des dépenses d'assainissement, cette distribution n'est évidemment pas égalitaire. La répartition des services du gouvernement entre les divers agents économiques dépend du pouvoir de marchandage dont disposent ceux-ci. La tendance générale, dans notre modèle, est de donner à la classe bureaucratique la plus grosse part relative de la dépense de consommation du gouvernement. Néanmoins, la consommation sociale réalisée par l'intermédiaire du gouvernement tend à être moins somptuaire et moins discriminatoire que la consommation privée.

3 / Les coefficients techniques sont fixes, une fois les investissements réalisés. Cela signifie qu'à court terme, étant donné un stock déterminé de capital, il ne peut y avoir substitution de facteurs entre capital et travail. Le

rapport capital-travail, K/L , est relativement fixe à court terme, quoique, à long terme, dans la mesure où augmente le stock de capital, ce rapport tend à augmenter. Cela signifie que pour analyser le modèle en termes dynamiques, nous utiliserons la fonction de production de Harrod dans laquelle le rapport capital-travail, K/L , implicite dans le modèle, et le rapport capital-produit, K/Y , sont fixes à court terme.

A long terme, ainsi que nous l'avons démontré dans un autre travail, on peut admettre que le capital peut se substituer au travail (Bresser Pereira, 1975), sans modifier les suppositions de Harrod. Dans ces termes, K/L tendra à croître. Le progrès technique, toutefois, sera considéré neutre, dans les termes définis par Harrod. Cela signifie qu'à travers le temps le rapport capital-produit, K/Y demeure constant, malgré l'accroissement de la productivité du travail, causée par le développement technologique. En d'autres termes, les taux de croissance du revenu $\Delta Y/Y$ et du stock de capital $\Delta K/K$ tendront vers l'égalité. Ces suppositions du modèle de Harrod, dans la mesure où elles accordent une grande importance à l'accumulation de capital, et reconnaissent au progrès technique son importance, mais ne le rendent pas indépendant de l'accumulation, et, dans la mesure où elles ne garantissent pas automatiquement l'équilibre de l'économie, comme le font les modèles néo-classiques de croissance, nous semblent suffisamment réalistes pour nous aider à expliquer non seulement le développement des économies capitalistes centrales, mais également celui des économies périphériques et dépendantes ayant déjà atteint un certain stade de développement, ce qui est le cas du modèle que nous examinons.

4 / Les prix considérés sont constants. Ceci signifie que nous ne tiendrons compte ni de l'inflation, ni de modifications des prix relatifs. L'introduction de prix variables, toutefois, pourra être utilisée à tout moment dans le modèle, soit pour assurer l'équilibre à court terme entre l'offre et la demande de certains biens ou services, soit pour faciliter l'appropriation de l'excédent économique par les classes sociales dominantes, par l'intermédiaire de l'inflation.

5 / Une supposition de base est que les travailleurs n'épargnent pas, qu'ils appartiennent au secteur moderne ou au traditionnel. Il existe une différence de salaires entre les deux secteurs, mais ceux plus favorables du secteur moderne ne traduisent que le coût plus élevé de reproduction de la main-d'œuvre dans ce secteur.

6 / Nous supposons que les travailleurs vivent au niveau de subsistance. On remarque que l'hypothèse suivant laquelle les salaires sont constants à ce niveau constitue une simplification. En réalité, les salaires sont déterminés par le coût de reproduction de la main-d'œuvre, et celui-ci est historiquement

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

croissant. Il faut observer que l'élévation du taux des salaires, pour ce motif, est parfaitement compatible avec le modèle, étant donné l'offre illimitée de main-d'œuvre existant en économie sous-développée. Cette offre illimitée de main-d'œuvre ne dépend pas de la formation d'une armée industrielle de réserve de chômeurs. On suppose qu'il existe un nombre suffisant de personnes se trouvant dans une situation de sous-emploi ou de chômage déguisé, et de marginaux urbains des types les plus variés qui peuvent à tout moment être recrutés comme force de travail directement productive moyennant un petit effort d'adaptation.

En fonction des hypothèses 5 et 6, nous pouvons affirmer :

1. Que le taux des salaires, $w = W/L$ est constant au niveau de subsistance, $\bar{w}(1) : W/L = \bar{w}$;
2. Que les travailleurs ne consomment que des biens essentiels;
3. Et qu'ils épuisent tout leur revenu dans l'achat de ces biens. Dans ces conditions, le total des salaires est égal à la consommation de biens par les travailleurs : $W = C_{BW}$.

7 / Il n'y a pas de techno-bureaucrates dans le secteur traditionnel. La classe moyenne du secteur traditionnel est constituée par les petits et moyens capitalistes urbains et ruraux, en d'autres termes, par la petite bourgeoisie et par les paysans propriétaires de terres de bonne qualité. Comme il n'existe pas d'organisations bureaucratiques dans le secteur traditionnel, les techno-bureaucrates en sont exclus.

8 / Les techno-bureaucrates du secteur moderne consomment des biens de base et des biens de luxe, et épargnent. Etant donné un certain niveau de population, nous considérerons que sa consommation de biens de base est une constante, O' . La propension des techno-bureaucrates à consommer des biens de luxe, sur le total de l'excédent qu'ils reçoivent ($O - O'$) sera désignée par a . La propension des techno-bureaucrates à épargner à partir de l'excédent qu'ils s'approprient sera $(1 - a)$. Nous avons donc :

$$O = O' + a(O - O') + (1 - a)(O - O')$$

où

$O' = C_{BOM}$ (consommation de biens de base par les techno-bureaucrates du secteur moderne)

$a(O - O') = C_{VOM}$ (consommation de biens de luxe par les techno-bureaucrates du secteur moderne)

$(1 - a)(O - O') = I_{OM}$ (investissement ou épargne réalisés par les techno-bureaucrates du secteur moderne).

(1) Il convient de remarquer que la constance du taux de salaire au niveau de subsistance n'est pas une caractéristique essentielle du modèle. Le taux de salaire pourra, à long terme, s'élever, sans que le modèle ne soit altéré. L'essentiel est que la croissance du taux des salaires soit inférieure à l'accroissement du taux de productivité. De la sorte, la concentration du revenu, caractéristique, essentielle celle-ci, du modèle, continuera à se produire.

En ce qui concerne I_{OM} , il faut signaler qu'en principe les techno-bureaucrates n'investissent pas directement. Ils épargnent et leur épargne est investie par les capitalistes actifs, ou d'une façon plus impersonnelle, par les entreprises. Leur épargne est canalisée par le système financier.

L'hypothèse de ce modèle est que la propension à épargner des techno-bureaucrates est réduite et tend à demeurer stable pour une longue durée, même si les traitements s'élèvent considérablement. Les techno-bureaucrates tendent à imiter les modes de consommation des capitalistes. En outre, toute l'idéologie dominante est basée sur le « consommisme », c'est-à-dire la valorisation de la consommation en tant que symbole de *statut social*, ou même en tant que symbole de bonheur. Ce type d'idéologie détermine la faible propension des techno-bureaucrates à épargner.

9 / Les capitalistes, aussi bien dans le secteur traditionnel que dans le secteur moderne, ne consomment pas de biens de base. C'est là évidemment une simplification qui ne se justifie que dans la mesure où le nombre total de capitalistes est réduit et où, par conséquent, leur part de la consommation totale de biens de base est si petite qu'on peut la considérer négligeable. En outre, la consommation de base des riches, tout particulièrement dans le domaine de l'alimentation, est si sophistiquée qu'on peut considérer qu'il s'agit là d'une consommation de biens de luxe. De toute façon quand ces biens ne sont pas industrialisés, le traitement dont ils font l'objet de la part de domestiques, cuisiniers, garçons, etc., est si élaboré que le bien perd certainement ses caractéristiques essentielles de bien de base.

Le profit des capitalistes, dans le secteur moderne comme dans le secteur traditionnel, est donc dépensé en consommation de biens de luxe et en investissements. Nous désignerons par b la propension des capitalistes des deux secteurs à consommer des biens de luxe et par $(1 - b)$ leur propension à épargner. Il n'est pas nécessaire d'établir une distinction entre les capitalistes du secteur traditionnel et ceux du secteur moderne, quoique ces derniers soient, en moyenne, plus riches puisqu'ils contrôlent des entreprises beaucoup plus grandes que les premiers. Cette distinction n'est pas nécessaire car il existe, surtout dans le secteur moderne, un certain nombre de petits et moyens capitalistes non actifs, qui vivent de dividendes et d'intérêts. Nous pouvons donc considérer que la propension moyenne à épargner et à consommer est équivalente dans les deux secteurs. Dans ces conditions :

$$R = bR + (1 - b) R$$

où

$$bR = C_{VR} \quad (\text{consommation de biens de luxe des capitalistes})$$

$$(1 - b) R = I_R \quad (\text{investissement ou épargne des capitalistes}).$$

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

Les suppositions n^{os} 1 à 4 établissent les coordonnées de base du modèle. Les hypothèses n^{os} 5 à 9 concernent la demande ajoutée et ses rapports avec les revenus des divers agents économiques. Les deux dernières hypothèses que nous allons présenter se réfèrent aux relations entre les secteurs moderne et traditionnel et les trois départements producteurs de biens.

10 / Le secteur traditionnel se confond avec le département producteur de biens de consommation de base. Cette supposition est un corollaire de toute l'analyse que nous avons faite au début de ce travail sur la conception historico-structurale des deux secteurs de l'économie. Nous pourrions établir une distinction, dans le secteur traditionnel, entre la production de biens agricoles et d'extraction, A, et la production de biens et services non agricoles, H. Cette distinction serait particulièrement intéressante si nous voulions utiliser ces variables pour présenter le modèle de substitution d'importations. Celui-ci, dans sa première phase, s'est limité au développement des industries « traditionnelles », produisant des biens de base dont l'importation était ainsi remplacée. Le modèle de substitution d'importations, sous sa forme fondamentale, jusqu'au début des années cinquante, est, par conséquent, une continuation du modèle d'exportation de produits primaires, dans la mesure où il complète le développement du secteur traditionnel. Avec la substitution des importations, le rapport H/A croît, en même temps que diminue le coefficient d'importations. Néanmoins, tout le développement se produit presque exclusivement dans le domaine du secteur D. Celui-ci, par conséquent, ne comprend pas seulement le secteur agricole de subsistance, A₁, et le secteur agricole orienté vers le marché externe, A₂, mais également le nouveau secteur agricole tourné vers le marché interne, A₃, et le nouveau secteur industriel de biens de consommation de base, H_D, qui s'installent dans les pays sous-développés et particulièrement dans les pays d'Amérique latine qui ont réalisé ce processus de substitution des importations au cours de la première moitié de ce siècle.

Le secteur traditionnel produit donc exclusivement des biens de consommation de base.

$$D = B.$$

11 / Notre dernière supposition simplificatrice admet, par élimination, que le secteur moderne comprend le département producteur de biens de consommation de luxe, et le département de biens de capital.

$$M = V + J.$$

Il faut remarquer que l'on peut également considérer en tant qu'hypothèses structurales du modèle, la définition de deux secteurs, l'un moderne et l'autre traditionnel, l'utilisation de trois agents économiques avec leurs types respectifs de revenus, profits, traitements et salaires, et la définition de trois types de

LUIZ C. BRESSER PEREIRA

biens. Si ces hypothèses ne sont pas acceptables à la base, au prix d'une certaine simplification de la réalité, le modèle perd tout son sens. D'autres suppositions sont moins importantes. Elles facilitent le raisonnement économique, mais pourront être abandonnées sans dommage pour le modèle.

LES MATRICES DE BASE DU MODÈLE

Nous sommes maintenant en condition de présenter les matrices de base du modèle. Dans la matrice *r*, ce qui nous intéresse, c'est de classer la demande selon les différents types de revenu, la demande du gouvernement, G, et celle des exportations, X. Pour simplifier nous considérerons les revenus des facteurs déjà dégrevés de tous les impôts, y compris les impôts indirects. De la sorte, la dépense du gouvernement s'ajoute aux revenus (dépenses) des facteurs dans leur totalité. Une partie de la demande est constituée par les exportations. Du côté de l'offre, nous ne distinguerons pas dans cette matrice la production interne des importations.

Matrice *r*

		Demande							
		W _D	W _M	O _D	O _M	R _D	R _M	G	X
Offre	D	B	C _{BWD}	C _{BWM}	C _{BOM}			C _{BG}	X _B
	M	V			C _{VOM}	C _{VRD}	C _{VRM}	C _{VG}	
		J			I _{OM}	I _{RD}	I _{RM}	I _G	

La matrice *r a* reprend la matrice *r* en attribuant simplement des valeurs, en unités monétaires, aux différentes dépenses. Ces valeurs sont données purement à titre d'exemple, et ont pour but de donner une notion des volumes relatifs des divers genres de dépenses que l'on pourrait considérer comme typiques dans un pays caractérisé par le sous-développement industrialisé.

Matrice *r a*

		Demande								Total	
		W _D	W _M	O _D	O _M	R _D	R _M	G	X		
Offre	D	B	17	8	2			15	10	52	
	M	V			15	15	20	20		70	
		J			1	5	7	15		28	
Total				17	8	18	20	27	50	10	150

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

Dans la matrice 2, nous ne nous préoccupons plus du type de revenu (salaires, traitements et profits). Par contre, nous additionnons les importations de telle façon que nous pouvons voir comment l'offre se répartit entre les biens de production interne, N, et les biens importés, Z. En ce qui concerne le commerce extérieur, nous partons de trois suppositions :

1 / Toutes les exportations sont réalisées par le département producteur de biens de consommation de base. Les exportations de produits manufacturés que réalisent les pays dans ce modèle sont donc fondamentalement des exportations de biens manufacturés de consommation de base, avec une composante élevée de main-d'œuvre, ou alors des élaborations industrielles simples de produits primaires telles que des planches, du sucre ou du café soluble.

2 / Notre seconde supposition relative au commerce extérieur est que le secteur traditionnel n'importe pas de biens de consommation de base, à part quelques biens intermédiaires tels que des engrais chimiques et certains équipements agricoles que la production interne ne fournit pas encore. Ces importations, toutefois, tendent à être relativement réduites, et on peut les classer comme biens de capital. Le gros des importations se divise par conséquent en biens de consommation de luxe, y compris les biens intermédiaires nécessaires à leur production, et les biens de capital demandés surtout par le secteur moderne.

3 / Finalement, le gouvernement n'importe que des biens de capital. Les importations, Z, sont égales à :

$$Z = C_{VMZ} + I_Z + G_{JZ}$$

c'est-à-dire que les importations sont égales aux importations de biens de consommation de luxe, plus les importations privées et gouvernementales de biens de capital.

D'après la matrice 2, nous pouvons définir le produit interne net avec plus de précision que dans les premières équations. A titre de simplification, nous considérons que la balance commerciale est équilibrée. Nous verrons toutefois qu'en réalité elle va tendre à être déficitaire initialement, afin de drainer de l'épargne externe vers le pays.

$$Y = C_B + C_V + I + G + X - Z.$$

Matrice 2

		Demande					
		C _B	C _V	I	G	X	
Offre	D	B	C _{BN}	C _{VN}	I _N	C _{BNG}	X _B
	M	V _N J _N				C _{VNG}	
	Z	Z	C _{VZ}	I _Z	I _{ZG}		

LUIZ C. BRESSER PEREIRA

On remarque que le fait d'avoir introduit les importations dans la matrice 2 rend nécessaire d'altérer la valeur de la production des trois départements productifs, dans la mesure où les *inputs* importés de biens intermédiaires destinés à la production et à l'utilisation des biens de luxe (y compris le pétrole) et les biens de capital importés complètent la production nationale. La production exclusivement nationale est identifiée par l'indice N.

Matrice 2 a

			Demande					
			C _B	C _V	I	G	X	Total
Offre	D	B	27			15	10	52
	M	V _N		47		20		67
		J _N			10	11		21
	Z	Z		3	3	4		10
Total			27	50	13	50	10	150

LA CROISSANCE DU SECTEUR TRADITIONNEL

Le secteur traditionnel tend à croître à un taux considérablement inférieur au taux de croissance du secteur moderne. Pour les besoins du modèle, nous pouvons admettre que le secteur moderne emploie un tiers de la population, mais contrôle près des deux tiers du revenu. Dans ces conditions, le taux inférieur de croissance du secteur traditionnel n'a pas une influence décisive sur le taux général de croissance. Si nous supposons que l'économie dans son ensemble croît au taux de 8 % et que le secteur traditionnel croît au taux de 4 % (on considère que la croissance des exportations se fait à ce taux), il suffit que le secteur moderne croisse au taux de 10 % pour que l'on vérifie ce taux global.

La lente croissance du secteur traditionnel est fonction du taux de croissance de la demande de biens de consommation de base, qui est bas. Si nous ne considérons que le marché interne, ce secteur devrait croître au même taux de croissance que la population ouvrière, si l'on admet une élasticité-revenu de valeur unitaire de la demande de biens de base de la classe ouvrière.

Réellement, la demande de biens de consommation de base dépend fondamentalement des salaires et, seulement d'une façon subsidiaire, des traitements.

$$C_B = W + O'.$$

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

Le taux des salaires est constant. La croissance du total des salaires est donc fonction exclusivement de l'augmentation de l'emploi (que nous considérons, par hypothèse, toujours égal au taux de croissance de la population). La demande de biens de base par les techno-bureaucrates, O' , pourrait faire croître la demande de biens de base du marché interne à un taux supérieur à celui de la population puisque le taux des traitements est croissant. Toutefois, il suffit de supposer, et c'est fort raisonnable, que l'élasticité-revenu de la demande de biens de consommation de base par les techno-bureaucrates est inférieure à 1 pour que les deux forces se compensent.

Si nous supposons que la population croît au taux de 2,5 %, le secteur traditionnel devrait croître au même taux. Ce sont les exportations qui justifient le taux de 4 % que nous avons suggéré. Ces exportations, dont le rôle est de financer les importations de biens de capital et de biens intermédiaires nécessaires au secteur moderne, doivent croître à un taux supérieur au taux de croissance de la production du secteur traditionnel destinée au marché interne. Dans l'exemple présenté dans les deux matrices, si le revenu global croît au taux de 8 %, le secteur moderne au taux de 10 % et le secteur traditionnel au taux de 4 %, et si dans ce dernier la production destinée au marché interne croît au taux de 2,5 %, il faut que le taux de croissance des exportations atteigne 10 % par an. Ce taux de croissance n'est égal au taux de croissance du secteur moderne que par coïncidence. Néanmoins, on doit trouver une valeur proche de celle-ci. A l'inverse de ce qui se produisait dans le modèle de substitution d'importations, où le coefficient d'importations tendait à diminuer à mesure que l'économie se repliait sur elle-même, dans le modèle de sous-développement industrialisé, l'économie s'ouvre vers l'extérieur, se met à participer activement au commerce international, et le coefficient d'importations M/Y recommence à croître. Le taux de croissance des exportations doit donc, de la sorte, être supérieur au taux de croissance de l'économie.

Il est difficile, réellement, d'imaginer une autre possibilité qui conserve la dynamique du système, étant donné le prix élevé qu'il faut payer en devises pour reproduire dans le pays périphérique les formes de consommation sophistiquées et diversifiées des pays du centre. Il faut acquérir des équipements spécialisés qui doivent être rénovés chaque fois que le produit final est modifié. Il faut importer des matières premières et des biens intermédiaires qui n'existent pas dans le pays, mais qui sont nécessaires à la reproduction exacte des biens de consommation finis qui existent dans les pays du centre. Ces importations sont nécessaires si l'on suppose que les biens finis ont déjà été remplacés. Si cela ne s'est pas encore intégralement produit, ce sont les biens finis de consommation de luxe qu'il faut importer, ceux que désirent consommer les couches moyennes techno-bureaucratiques prospères et la classe capitaliste. Et en toute hypothèse, il faudra augmenter constamment les

exportations pour payer les profits, intérêts et royalties qu'exige ce type de développement. Car, outre la dépendance technologique, ce modèle implique une dépendance croissante vis-à-vis des investissements externes, financés par l'endettement envers l'extérieur, qui finalement doit être payé par les exportations.

Le taux de croissance du secteur traditionnel serait égal, donc, au taux de croissance de la population, s'il n'y avait pas les exportations, dans la mesure où c'est le taux constant des salaires, lesquels se maintiennent à peu près au niveau de subsistance, qui donne la limite du taux de croissance de la production destinée au marché interne du secteur traditionnel.

La limite de croissance du secteur traditionnel est donnée, par conséquent, par l'addition de la demande interne de biens de base et les importations.

La limite de croissance du secteur moderne est déjà fournie par sa capacité d'accumulation de capital. Elle dépend par conséquent de l'augmentation de l'offre. Etant donné la capacité d'épargner et d'investir de l'économie, une part relativement petite doit être destinée à l'accumulation dans le secteur traditionnel. On pourra investir tout le résidu dans le secteur moderne, sans limitations.

La limitation de l'investissement dans le secteur traditionnel provient essentiellement, comme nous venons de le voir, du taux de croissance de la demande à laquelle il est soumis. On peut, toutefois, interpréter cette limitation sous un autre angle : celui de la dépendance du secteur traditionnel envers le secteur moderne. Le secteur traditionnel vend au secteur moderne les biens de consommation correspondant aux salaires de sa classe ouvrière, W_M , et la part des traitements dépensée en biens de base, O' . La demande de biens de base par le secteur moderne, B_M , est donc :

$$B_M = W_M + O'.$$

Pour sa part, le secteur moderne vend au secteur traditionnel des biens de consommation de luxe et des biens de capital demandés par les capitalistes du secteur traditionnel, c'est-à-dire tout leur profit, R_D :

$$(V + J)_D = R_D.$$

Par conséquent, les profits des capitalistes du secteur traditionnel et la production du secteur traditionnel pourront croître jusqu'au point où ces profits égalent la demande de biens de base du secteur moderne.

$$W_M + O' = R_D.$$

Le secteur traditionnel est donc entièrement dépendant du secteur moderne. L'excédent qui est produit dans ce secteur, toutefois, n'est pas dépensé dans le secteur lui-même, mais dans le secteur moderne. Pour acquérir des biens de luxe ou pour investir, les capitalistes du secteur traditionnel doivent réaliser

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

leurs achats dans le secteur moderne. Le potentiel dynamique du secteur traditionnel, qui est son excédent, est de la sorte utilisé à l'achat de biens dans l'autre secteur. Et la réutilisation de cet excédent peut se faire aussi bien dans le secteur traditionnel que dans le secteur moderne. En réalité, il n'y a aucune raison de distinguer socialement les capitalistes de l'un ou de l'autre secteur. Ils sont tous également capitalistes. Et beaucoup d'entre eux opèrent dans les deux secteurs. Ceux qui réussissent le mieux dans le secteur traditionnel cherchent à se transférer vers le secteur moderne.

Il y a dans ces relations entre les secteurs traditionnel et moderne, un parallèle curieux avec celles qui existaient, sur le plan international, à l'époque du modèle exportateur de produits primaires, entre la métropole et le pays périphérique. L'excédent produit dans celui-ci était employé par l'oligarchie agraire et commerciale à l'achat de biens d'importation.

Les capitalistes du secteur traditionnel s'approprient tout l'excédent produit dans ce secteur et le dépensent en biens de consommation de luxe ou biens de capital produits dans l'autre secteur. Les biens de consommation de luxe, dans ces conditions, sont consommés par le secteur traditionnel lui-même. Ceci n'est pas vrai, toutefois, pour les investissements. Ceux-ci peuvent être faits par les capitalistes du secteur traditionnel aussi bien dans leur propre secteur que dans le secteur moderne. Ils ont d'ailleurs tendance, dans la mesure où le taux de profit dans le secteur traditionnel est inférieur à celui du secteur moderne, et où la demande de ce premier secteur est limitée par les facteurs que nous avons déjà examinés, à transférer les disponibilités des ressources d'investissement dans le secteur moderne. Toutes les disponibilités, ou un montant d'investissements suffisants pour accroître l'offre du secteur moderne et réduire relativement celle du secteur traditionnel au niveau où les taux de profits s'égalisent, ne seront pas transférées dans le secteur moderne, par suite de facteurs institutionnels qui empêchent une parfaite mobilité du capital. Il y a toutefois, une mobilité suffisante du capital dans ce modèle, pour qu'une partie des capitalistes jouent sur les deux secteurs suivant les convenances du moment.

Etant donné le rapport produit-capital du secteur traditionnel, qui devra être élevé en fonction du caractère travail-intensif, de la technologie agricole et industrielle utilisée dans ce secteur et étant donné le taux de croissance nécessaire à ce secteur, nous aurons le volume d'investissements nécessaires. Si nous admettons que le rapport produit-capital est égal à 0,6 dans ce secteur, et étant donné un taux de croissance de 4 % de ce même secteur, le taux d'accumulation du capital dans le secteur traditionnel, si l'on utilise la fonction Harrod-Domar, pourra être de 6,6 % seulement (1). Le produit du secteur

(1) $1/Y = \Delta Y/Y/\sigma = 0,04 \div 0,6 = 0,066$ ou 6,6 %.

LUIZ C. BRESSER PEREIRA

traditionnel, dans nos matrices, est de 52. L'épargne totale des capitalistes de ce secteur étant égale à 5, il sera possible de détourner 1,4 vers le secteur moderne.

LA CROISSANCE DU SECTEUR MODERNE

Le secteur moderne n'a pas de problèmes de demande, sauf conjoncturels. Dans ce secteur, étant donné l'existence des traitements croissants de la couche techno-bureaucratique, il n'y a pas de risque de surproduction, sauf d'une façon cyclique. L'accroissement de la productivité tend à favoriser capitalistes et techno-bureaucrates dont le pouvoir d'achat est suffisant pour maintenir le secteur moderne en plein développement. Tout le « secret » du modèle réside justement en ce qu'il garantit à long terme que l'offre crée sa propre demande, au moyen de l'accroissement, non seulement du volume des profits, mais également du total des traitements.

Dans ces conditions, le secteur moderne aura tendance à investir tout le résidu pouvant être investi, après avoir satisfait les besoins du secteur traditionnel. Si nous avons en mémoire les valeurs de notre matrice-exemple, nous voyons que le total de l'épargne interne de l'économie au cours de cette année-là, gouvernement inclus, est 28, dont 13 pour les capitalistes et 15 pour le gouvernement. L'épargne privée peut à son tour être ainsi répartie : 7 pour les capitalistes du secteur moderne, 5 pour ceux du secteur traditionnel et 1 pour les techno-bureaucrates. Dans l'hypothèse selon laquelle le gouvernement n'investirait que dans le secteur moderne (bien qu'il consomme aussi dans le secteur traditionnel), l'investissement total dans le secteur moderne serait 26,6.

Le rapport produit-capital étant de 0,25 dans le secteur traditionnel et quoique l'objectif de croissance soit de 8 %, avec les seules ressources internes l'économie n'atteindra qu'une croissance de 5,5 %. Les 0,5 % additionnels ne pourront être réalisés qu'en appliquant 32 % d'épargnes totales. Étant donné que le revenu du secteur moderne est égal à 95, il faudrait 30,4 unités monétaires. Le secteur interne disposant déjà de 26,6, les 3,8 restant devront être couvertes par l'accroissement de la dette liquide (dettes moins réserves internationales).

Les chiffres ne sont utilisés ici qu'à titre d'exemples pour nous fournir un ordre de grandeur. Ce qu'il faut souligner, toutefois, en ce qui concerne le processus d'accumulation dans le secteur moderne, c'est qu'il dépend fondamentalement de la capacité d'investir de l'économie. Son développement ne rencontre pas de limites en une demande insuffisante puisque les traitements en hausse assurent le débouché des biens de consommation de luxe produits. Nous avons déjà vu que cet équilibre peut se rompre, à court terme, sous

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

l'effet d'un processus de concentration du revenu encore plus accentué que la normale, qui se produit au cours de la phase d'apogée du cycle économique. Mais le pouvoir économique et politique des techno-bureaucrates tendra à corriger rapidement ce désordre. Dans ces conditions, une fois utilisée la capacité inemployée qui existerait éventuellement dans l'économie, la seule limite que le secteur moderne rencontre à son développement est sa propre capacité d'accumuler et d'investir.

LA RÉMUNÉRATION DES AGENTS DE LA PRODUCTION

La répartition du revenu entre les salaires, les traitements et les profits, dépend du stock de capital, du nombre des travailleurs, des techno-bureaucrates et des capitalistes, et des taux respectifs des salaires, des traitements et des profits.

Nous définirons

$$w = \frac{W}{L_w}, \text{ comme le taux des salaires}$$

$$o = \frac{O}{L_o}, \text{ comme le taux des traitements}$$

$$r = \frac{R}{K}, \text{ comme le taux de profit}$$

$$m = \frac{R}{Y}, \text{ comme la marge de profit}$$

$$\sigma = \frac{Y}{K}, \text{ comme le rapport produit - capital}$$

$$e = \frac{E}{K}, \text{ comme le taux d'excédent}$$

$$d = \frac{O + R}{W}, \text{ comme le taux de concentration du revenu}$$

où L = niveau de l'emploi ; K = stock de capital ; E = excédent.

Le taux des salaires, w , peut varier à court terme, en fonction des variations de la demande de travailleurs (qui dépend essentiellement du taux d'accumulation de capital, $\Delta K/Y$). Lorsque l'accumulation capitaliste croît d'une façon extraordinaire, les salaires tendent à augmenter, dans la mesure où les frictions existant sur le marché du travail, la distribution géographique des travailleurs, leurs diverses spécialités, le degré de marginalisation de leurs occupations n'empêchent pas qu'affluent immédiatement sur le marché du travail le nombre de travailleurs demandés. A long terme, cependant, étant donné l'offre abondante de main-d'œuvre sous-employée, le taux des salaires tend à se maintenir au niveau de subsistance.

Le taux des salaires dans le secteur moderne, w_M , tend à être supérieur à celui du secteur traditionnel, w_D . Cette différence reflète le coût de reproduction de la main-d'œuvre, plus élevé dans le secteur moderne.

Le taux des salaires, selon ce modèle, n'est pas déterminé par la productivité marginale des travailleurs. La demande de travailleurs n'a que peu de rapport avec la productivité marginale des travailleurs, étant donné la difficulté de mesurer celle-ci, et l'ample zone mal délimitée où salaire et productivité marginale se rapprochent. Étant donné l'offre illimitée de travailleurs, ce qui détermine le taux des salaires, c'est, en réalité, le coût social de reproduction de la main-d'œuvre. Cette situation pourrait être modifiée si le pouvoir de marchandage des travailleurs existait. Mais, dans les pays périphériques, à part de rares exceptions, l'offre illimitée de main-d'œuvre et le caractère autoritaire des gouvernements empêchent toute organisation syndicale effective (1).

Le taux des traitements, O , reçus par les techno-bureaucrates s'élève et représente la moyenne d'une vaste échelle de traitements des divers échelons techno-bureaucratiques. En principe c'est le jeu de l'offre et de la demande de techno-bureaucrates qui détermine le niveau des traitements des divers types de spécialistes. En réalité l'offre et la demande de techno-bureaucrates sont extrêmement imprécises, dans la mesure où il s'agit de travailleurs improductifs.

Il n'y a pas de rapport direct entre le nombre de techno-bureaucrates employés et la production. Le nombre d'échelons hiérarchiques et l'ampleur du contrôle (2) existant dans l'entreprise détermineraient le nombre d'administrateurs nécessaires dans chaque branche. Certains faits indiquent, toutefois, que les échelons hiérarchiques se multiplient et que l'ampleur du contrôle se réduit dans les organisations, non en fonction des besoins de la production, mais du besoin d'exercer un contrôle social sur les travailleurs (3). Le nombre de techniciens et de consultants n'a non plus aucune relation directe avec la production. Dans ces conditions, la demande de techno-bureaucrates ne peut être nettement déterminée en fonction du niveau du revenu ou de l'accumulation du capital. Il existe, toutefois, une idéologie bureaucratique qui affirme « l'importance, pour les entreprises et les organisations, d'un nombre toujours plus grand d'administrateurs, de consultants et de spécialistes ». Dans ces

(1) L'Argentine ne peut être classée dans ce type de situation car, entre autres raisons, elle ne possède pas une offre illimitée de main-d'œuvre.

(2) Nous entendons par ampleur du contrôle le nombre moyen des subordonnés d'un administrateur.

(3) Selon GINTIS (1972, p. 15 à 19), « des expériences récentes de contrôle des travailleurs et des investigations en psychologie sociale industrielle montraient de façon très concluante que l'ordre bureaucratique n'est pas efficient, si on le considère du point de vue de la minimisation des coûts, des performances des ouvriers et de la satisfaction dans le travail... Des tâches bureaucratiques et routinières ne dérivent pas de la nature de la « technologie », mais de la nécessité du contrôle centralisé... Par conséquent, l'efficacité, au sens large du terme, est subordonnée aux besoins du contrôle bureaucratique ».

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

conditions, la demande de techno-bureaucrates est toujours « grande ».

Par ailleurs, les techno-bureaucrates sont toujours, par définition, « rares » par rapport à cette forte demande. Ainsi l'idéologie et l'économie se combinent-elles pour élever le taux des traitements des techno-bureaucrates.

Nous ne pouvons compléter notre analyse de la part des traitements dans le revenu si nous n'examinons auparavant la part des profits et le taux des profits.

Nous avons deux hypothèses de base relatives au taux de profit. Premièrement, le taux de profit du secteur moderne, r_M , est supérieur au taux de profit du secteur traditionnel, r_D . Cette différence du taux de profit reflète d'une part une proportion plus grande de monopoles dans le secteur moderne, et d'autre part, la plus grand dynamisme de ce secteur. La première cause indiquée (le degré de monopolisation) est évidente, mais la seconde ne l'est pas. Nous pourrions, inversement, imaginer que c'est un taux de profit plus élevé qui détermine le plus grand dynamisme des entreprises du secteur moderne. Nous pensons, toutefois, que de ce point de vue, il n'existe pas une relation univoque de cause à effet, mais une relation circulaire qui ne peut être éclaircie qu'en fonction de notre deuxième hypothèse sur le taux de profit dans le modèle que nous sommes en train d'examiner.

Suivant cette deuxième hypothèse, le taux de profit dans les systèmes techno-bureaucratiques/capitalistes est le résultat relativement planifié d'un « accord » entre techno-bureaucrates et capitalistes. Le taux de profit, du point de vue des techno-bureaucrates qui contrôlent le gouvernement, les organes de contrôle des prix et de la politique économique ont pour fonction de maximiser le taux de développement. Le taux général de profit « autorisé » doit donc être suffisamment élevé pour stimuler l'accumulation rapide du capital. Dans les secteurs avantagés par la politique économique parce que plus dynamiques, il faut par conséquent tolérer un taux de profit plus élevé, non seulement pour stimuler l'investissement dans ce domaine, mais aussi pour permettre que l'expansion se réalise plus facilement au moyen de l'auto-financement ou du réinvestissement de profits retenus.

Le pouvoir de l'Etat national techno-bureaucratique capitaliste de présider à l'élaboration de cet accord et de le faire appliquer est indiscutable. Sa domination sur l'économie est très grande. Il contrôle administrativement prix et salaires, manipule le taux d'intérêt et le taux de change, il dispose de la politique fiscale et monétaire et de tout le système complexe de planification de l'Etat. En outre, sa capacité de rendre effectives ses politiques est grande dans la mesure où l'Etat national techno-bureaucratique/capitaliste est directement responsable d'une grande part du revenu et de plus de 50 % des investissements annuellement réalisés. De plus, le système financier à long terme est contrôlé directement par lui.

Ceci ne signifie naturellement pas que le taux du profit puisse être manipulé librement par la techno-bureaucratie d'Etat. Les capitalistes ont leur propre pouvoir qui est au moins aussi grand que celui des techno-bureaucrates dans ce type de formation sociale mixte. Le taux du profit, par conséquent, est déterminé au moyen d'un « accord ».

En outre, les instruments de contrôle des techno-bureaucrates ne sont pas assez puissants pour permettre de définir ce taux avec précision. Celui-ci varie, par conséquent, d'une entreprise à l'autre, d'un secteur à l'autre, en fonction aussi du degré de monopolisation auquel nous avons déjà fait référence et des conditions conjoncturelles du marché. Le cycle économique qui n'est absolument pas aboli dans ce système, malgré l'idéologie techno-bureaucratique qui suggère fréquemment que ce fait se serait produit après que sont apparus la théorie de Keynes et les techniques de politique et de planification économiques, continue donc naturellement à influencer le taux de profit.

Toutefois, dans la mesure où nous admettons qu'à long terme, et compte tenu des variations conjoncturelles, le taux de profit du système est « planifié » au lieu d'être le taux de profit maximum permis par le marché, et que ce taux de profit planifié tend à devenir relativement constant (1), nous avons là une mesure de la part du profit dans le revenu.

LA DISTRIBUTION DU REVENU

Nous avons $r = R/K$ qui est une constante. D'autre part, si nous acceptons la supposition suivant laquelle le rapport produit/capital, $\sigma = Y/K$ est constant également (supposition simplificatrice n° 3), dans ce cas le rapport de la marge de profit au revenu, $m = R/Y$, qui détermine la part du profit dans le revenu, est directement proportionnel au taux de profit sur le capital, $r = R/K$.

$$\text{si } \frac{\vec{Y}}{K}, \text{ nous avons } \frac{\vec{R}}{K} :: \frac{\vec{R}}{Y}.$$

Le volume global des profits et la part du revenu ou marge de profit, R/Y , est donc planifié, et tend, à long terme, à être constant.

Le volume global des salaires, W , dépend du nombre de travailleurs et du

(1) L'hypothèse selon laquelle les taux de salaires et de profits sont constants n'est cohérente avec le modèle qu'à condition de considérer séparément le secteur moderne et le secteur traditionnel. Si nous les considérons ensemble, étant donné les taux plus élevés des salaires et des profits dans le premier de ces secteurs et son plus grand dynamisme, le taux global des salaires ainsi que celui des profits tendront à croître légèrement. A la base, toutefois, le fonctionnement du modèle demeure le même. C'est à Celso Furtado que je suis redevable de cette remarque.

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

coût de reproduction de la main-d'œuvre, $\bar{w}L$, étant donné l'offre illimitée de main-d'œuvre

$$W = \bar{w}L.$$

Le taux des salaires étant constant, et le rapport global Y/L (revenu par habitant) croissant, la part du revenu des travailleurs décline nécessairement.

si $\frac{Y}{L} \nearrow$, $wL = W$, nous avons donc $\frac{W}{Y} \searrow$.

Nous avons ainsi les éléments essentiels nous permettant de formuler une hypothèse de base au sujet de la part du revenu des techno-bureaucrates, O/Y , et du taux des traitements, O/L .

Dans la mesure où la part du revenu représentée par les traitements est la somme de O , W , et R (dont est exclu le gouvernement), et où W et R sont déterminés préalablement. Cette part constitue un résidu ; ce résidu, dans la mesure où R/Y est constant et où W/Y décroît, tend à augmenter plus que proportionnellement à l'augmentation du revenu (1).

$$W + O + R = Y$$

$$\frac{W}{Y} \searrow ; \frac{R}{Y} \rightarrow, \text{ donc } \frac{O}{Y} \nearrow.$$

Cette hypothèse de la part constante des profits dans le revenu \vec{R}/Y peut paraître surprenante. Toutefois, dans la mesure où le taux d'accumulation du secteur privé n'augmente pas non plus, elle est parfaitement acceptable. Cette hypothèse dépend non seulement de la constance du taux de profit, r , mais aussi de la constance du rapport produit-capital, c'est-à-dire de la supposition d'un développement technologique neutre, dans les termes du modèle Harrod-Domar. Ces hypothèses nous semblent parfaitement acceptables elles aussi. Néanmoins, il faut préciser que lors de phases de grande prospérité, la part de revenu des capitalistes augmentera aussi, à mesure qu'augmentent les marges de profit. Seule l'hypothèse d'une croissance constante de la marge de profit ne nous paraît pas raisonnable. A long terme, l'hypothèse de sa stabilité nous paraît mieux s'accorder aux caractéristiques du modèle que nous analysons.

(1) Paul Singer, en examinant les résultats de l'Enquête nationale par échantillon de domiciles (PNAD) relatifs au quatrième trimestre de 1972, a constaté qu'au Brésil les personnes qui reçoivent un revenu supérieur à 10 fois le salaire minimum constituent 3,2 % de la population. Parmi celles-ci, 51,9 % sont des salariés (elles reçoivent un traitement, selon la terminologie que nous avons adoptée). S'appuyant sur ces données et sur les autres données de son enquête, Paul Singer conclut qu'« avec la disparition progressive de l'employeur-propriétaire des secteurs les plus avancés de l'économie, sa place est prise peu à peu par le gérant salarié, non seulement dans la structure productive, mais également dans la pyramide de distribution du revenu » (1975, p. 12).

La part du revenu des travailleurs décline pour deux raisons : parce que le taux des salaires, w , est constant, et que le taux de croissance de la population ouvrière, $\Delta L_w/L_w$, est inférieur au taux de croissance du revenu $\Delta Y/Y$.

La part de revenu des techno-bureaucrates ne s'accroît pas seulement selon une nécessité logique, du fait que la part des capitalistes demeure constante et que celle des travailleurs décline. Il faut tenir compte de ce que le taux des traitements est croissant mais que le nombre des techno-bureaucrates l'est également. Il est difficile d'établir le taux de croissance probable du nombre de techno-bureaucrates, mais on peut raisonnablement admettre qu'il est supérieur au taux de croissance de la population, dans la mesure où à la croissance démographique de la couche techno-bureaucratique elle-même il faut ajouter l'ascension d'un certain nombre de travailleurs ou de fils de travailleurs à cette couche techno-bureaucratique. Le modèle admet, par conséquent, une légère mobilité sociale grâce à laquelle les travailleurs sont absorbés par la couche techno-bureaucratique selon les besoins du système. Cet accroissement du nombre de techno-bureaucrates, qui vient s'ajouter à la tendance croissante du taux des traitements, conduit à un rapide accroissement de la masse totale des traitements et de la part de revenu qu'ils représentent.

Dans ce modèle, la masse totale des traitements peut, jusqu'à un certain point, être considérée comme un « résidu » (1), lequel sera d'autant plus grand que la croissance du revenu sera plus rapide. En fait, le total des salaires est donné par le taux constant des salaires et par la croissance de l'emploi de travailleurs, lequel tend à être nécessairement inférieur à l'accroissement du revenu, étant donné l'hypothèse selon laquelle la productivité augmente. Le total des profits est donné lui aussi par le taux constant de profit et par le stock de capital, dont on suppose qu'il croît au même taux que le revenu. Dans ces conditions, seul le total des traitements peut croître en toute liberté. C'est dans cette mesure qu'on peut le considérer comme un résidu. Car plus le revenu s'élève, plus les traitements s'élèvent, et plus forte peut être la croissance du taux des traitements.

Capitalistes et techno-bureaucrates sont donc, d'après ce modèle, les associés du développement. Aux premiers, l'élévation du revenu permet de plus grands profits et une accumulation continue de capital. Les techno-bureaucrates, pour leur part, vont voir s'élever leur taux de traitement et leur part du revenu

(1) Dans une première version de ce travail, je n'avais pas élucidé convenablement ce caractère résiduel des traitements. Ceci a justifié un commentaire de Francisco Oliveira, selon lequel il est contradictoire de considérer les traitements à la fois comme résidu et comme élément de dynamisation du système par l'intermédiaire de la demande de biens de consommation de luxe. Le caractère « résiduel » des traitements ne doit pas être compris en termes de passivité, mais dans la perspective suivant laquelle, certaines conditions que définissent les profits et les salaires étant données, les techno-bureaucrates ont la possibilité de s'approprier tout le reste, qui est d'autant plus grand que le revenu est plus élevé.

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

d'autant plus vite que le rythme de croissance du produit augmente. Dans ces conditions, les techno-bureaucrates sont encore plus intéressés que les capitalistes à ce qu'on obtienne des taux élevés de croissance du revenu. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que leur idéologie soit marquée fondamentalement par la croyance en la croissance à tout prix (1).

Dans notre modèle, les technocrates et les capitalistes s'approprient tout l'excédent. Dans la mesure où les capitalistes ne consomment pas de biens de base, et si l'on considère comme négligeable la consommation de ces biens de base faite par les techno-bureaucrates, O' , nous avons la conception suivante de l'excédent, $E = O + R$.

Nous voyons que le taux de profit est constant. Cependant, la part des traitements dans le revenu, O/Y , étant croissant, et le taux de croissance des traitements, $\Delta O/O$ tendant à être plus élevé que le taux de croissance du stock de capital, $\Delta K/K$, le taux de l'excédent, E/K , est croissant.

$$\frac{\vec{R}}{\vec{K}} :: \frac{\vec{R}}{\vec{Y}}, \frac{O \nearrow}{\vec{Y}} ; \frac{O \nearrow}{\vec{K}}, \text{ donc } \frac{E \nearrow}{\vec{K}} .$$

De même, le taux de concentration du revenu, E/W , tend à être croissant.

$$\text{Si } \frac{O \nearrow}{\vec{Y}} ; \frac{\vec{R}}{\vec{Y}} ; \frac{W}{\vec{Y} \searrow}, \text{ donc } \frac{O + R \nearrow}{W} \text{ ou } \frac{E \nearrow}{W} .$$

Dans la mesure où l'excédent est employé à la consommation de biens de luxe et en investissements, et où ceux-ci sont produits par le secteur moderne et dynamique de l'économie, cette concentration du revenu et cette élévation du taux de l'excédent sont parfaitement cohérentes avec le modèle que nous sommes en train d'analyser. En réalité,

$$\begin{aligned} E &= C_v + I \\ M &= V + J. \end{aligned}$$

Le secteur moderne se charge donc de la production de l'excédent, étant donné l'hypothèse selon laquelle l'offre est égale à la demande des différents types de biens.

$$E = M.$$

En contrepartie, le secteur traditionnel se charge de la production de biens de base, B , laquelle, puisqu'on peut négliger O' , est égale aux salaires.

$$D = B = W.$$

(1) Au sujet de l'idéologie techno-bureaucratique et de son insistance sur la thèse de la fin de l'idéologie, en même temps qu'elle affirme comme valeurs positives le développement, l'efficacité et la sécurité, en subordonnant toutes les autres valeurs, y compris la liberté, la justice et l'égalité des chances, à la réalisation préalable du développement, voir Luiz C. Bresser PEREIRA (1968, 1^{re} Partie, chap. VII).

Dans la mesure où le revenu croît, la consommation de biens de luxe et les investissements croissent proportionnellement davantage. Le secteur moderne est par conséquent plus dynamique que le secteur traditionnel, et la tendance à la concentration du revenu est solidement établie dans ce modèle.

$$\frac{V + J^{\nearrow}}{B} ; \frac{M^{\nearrow}}{D} = \frac{E^{\nearrow}}{W} .$$

Ce qui peut limiter cette tendance, c'est la disparition de l'offre illimitée de main-d'œuvre et l'augmentation du pouvoir de marchandage des travailleurs. Toutefois, dans la mesure où la technologie employée dans le secteur moderne, où se produit une grande part de l'accumulation de capital, est capital-intensive, et dans la mesure où le taux de croissance démographique de la classe ouvrière tend à rester élevé, l'élimination de l'offre illimitée de main-d'œuvre tend à s'éloigner dans l'avenir. Eventuellement, le maintien de taux de croissance très élevés du revenu pourrait cependant déterminer une accélération de ce processus.

RAPPORT ENTRE TRAITEMENTS ET PROFITS ET LE CYCLE

Finalement, en ce qui concerne la distribution du revenu, il nous faut voir quel rapport existe entre traitements et profits. D'après l'analyse qui précède, il est évident que ce rapport, O/R , tend à croître légèrement, dans la mesure où le taux de croissance des traitements tend à dépasser le taux de croissance du revenu, tandis que le taux de croissance des profits tend à être égal au taux de croissance du revenu et du capital, étant donné que le rapport produit-capital est constant :

$$\frac{\Delta O}{O} > \frac{\Delta Y}{Y}, \frac{\Delta R}{R} = \frac{\Delta K}{K} = \frac{\Delta Y}{Y}, \text{ donc } \frac{O^{\nearrow}}{R} .$$

Cette tendance ne correspond pas seulement au pouvoir de marchandage croissant des techno-bureaucrates dans le système et à la transformation croissante des capitalistes en capitalistes inactifs, recevant des intérêts et des loyers, mais elle est également cohérente avec le modèle basé fondamentalement sur la production de biens de consommation de luxe. Les consommateurs par excellence de biens de consommation de luxe sont les techno-bureaucrates, comme nous avons pu le voir d'après la matrice *1 a*. La dynamique de ce type de modèle favorise donc l'accroissement de la part du revenu des techno-bureaucrates.

Durant la phase de prospérité du cycle économique, le taux de profit tend à croître au détriment des traitements. Les limites de cette tendance, toutefois,

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

se font vite sentir sous forme d'un affaiblissement de la demande de biens de consommation de luxe, qui oblige à relancer le système.

Nous ne pouvons pas accepter, par conséquent, l'affirmation de Celso Furtado dans son dernier livre, remarquable, *O Mito do Desenvolvimento (Le mythe du développement)*, selon laquelle « l'accroissement de productivité créé par les économies internes ou externes tend à profiter exclusivement aux propriétaires du capital et, étant donné la structure des marchés, rien ne les contraindra à transférer les fruits de l'accroissement de la productivité aux consommateurs, la minorité modernisée. D'autre part, augmenter le taux des salaires... » (1974, p. 100). Cette affirmation est en contradiction avec toute l'analyse réalisée par Celso Furtado lui-même dans ce livre et dans son ouvrage précédent, *Análise do Modelo Brasileiro (Analyse du modèle brésilien)*. Dans ce passage, Celso Furtado fait un retour au modèle classique qui consiste à opposer simplement les profits aux salaires, en ignorant les traitements. Ainsi, son analyse n'est pas cohérente avec les passages antérieurs où il parle de l'« augmentation relative du nombre des privilégiés dans les pays périphériques » (1974, p. 74). En outre, toute la stratégie de « développement » adoptée par les pays périphériques, qui consiste à reproduire pour une minorité, les formes de consommation des pays du centre, est dépourvue de sens.

A moins que nous ne voulions réduire la minorité aux capitalistes. Mais cette hypothèse non plus n'est pas acceptable, puisque toute la dynamique du système est fondée sur l'accumulation des grandes entreprises étrangères et des grandes entreprises publiques. Or, dans celles-là, les capitalistes ne sont pas présents dans le pays, et dans celles-ci, ils n'existent pas, par définition. Il ne reste que les capitalistes des entreprises nationales, mais leur consommation ne serait, de toute évidence, pas suffisante pour dynamiser le système. Nous ne pouvons donc pas expliquer la dynamique d'un modèle fondé sur la reproduction, par une minorité, des modes de consommation du centre, sans avoir recours à une classe moyenne croissante, qui reçoit des traitements des grandes entreprises étrangères et nationales, publiques et privées, du gouvernement et des petites et moyennes entreprises de services techniques.

On pourrait dire, toutefois, qu'il n'est pas nécessaire d'accepter l'hypothèse suivant laquelle la part du revenu représentée par les profits est stable tandis que celle des traitements est croissante. Nous pouvons imaginer que la part des profits et celle des revenus augmentent et que celle des salaires diminue. Au cours des phases de prospérité, c'est réellement ce qui se produit. Le système, toutefois, conserve son caractère cyclique et, durant les phases de récession, les profits déclinent plus que les traitements. D'autre part, pour que la part de revenu représentée par les profits croisse constamment, il faudrait une croissance constante des marges de profits. Or cette hypothèse n'est acceptable ni logiquement, ni historiquement. Tout au plus pourrions-nous

admettre qu'au cours de certaines phases historiques, étant donné l'accroissement du degré de monopole, les marges de profit et la part de revenu des profits peuvent s'accroître. Mais cette tendance, cependant, ne semble pas caractériser la phase historique des pays périphériques que nous essayons, par cette analyse, de réduire à un modèle.

La possibilité n'est pas exclue qu'augmente la part de revenu des profits lorsque l'économie, rencontrant des limites au type de croissance basé sur la consommation de biens durables, se tourne vers la production de biens de capital. A condition que ce soit le capital privé et non le capital public qui se consacre à la production de biens de capital, ce mouvement peut être compatible avec un accroissement des marges de profit, du taux d'épargne et de la participation des profits au revenu. Dans ces conditions, que représente une importante modification du modèle, la part de revenu des traitements pourrait stagner tandis que croîtrait la part des profits. L'unique obstacle à ce nouveau type de situation serait le pouvoir de marchandage des technobureaucrates.

L'ACCUMULATION DE CAPITAL

Il nous faut maintenant examiner plus longuement le processus d'accumulation du capital dans notre modèle. A la rigueur, toute l'analyse réalisée jusqu'ici est centrée sur le processus d'accumulation, dans la mesure où la dynamique de tout processus de développement en dépend fondamentalement. C'est ici justement que surgit un premier problème. Cette économie, qui dépend du taux d'épargne et d'investissement pour poursuivre sa croissance, n'est pas orientée vers l'épargne, mais vers la consommation. La reproduction des modèles de consommation de la métropole est la loi de base du système et conditionne les autres variables d'une façon ou d'une autre.

Cette contradiction, toutefois, n'arrive pas à constituer un problème grave, à condition que le niveau d'épargne potentiel de l'économie soit convenable. Kalecki a démontré que ce sont les investissements qui déterminent les profits et non l'inverse. Keynes a adopté un point de vue semblable en faisant dépendre l'épargne des investissements. Avec cette position parallèle, les deux grands économistes ont rompu avec la tradition néo-classique qui faisait dépendre les investissements de l'épargne. Ainsi que Kalecki l'a observé, le capitaliste ne peut décider de combien sera son profit, mais exerce une pleine décision sur le volume de son investissement. En investissant davantage le revenu s'élèvera, par l'effet du multiplicateur, et le profit et l'épargne suivront l'élévation du revenu.

La capacité d'épargner, c'est-à-dire la capacité de produire un excédent et d'en réserver la plus grande partie pour l'investir, constitue évidemment l'essentiel de la dynamique du système. Le niveau d'épargne potentiel ou capa-

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

cité d'épargner de l'économie, qui est déterminé par le revenu par habitant, par la répartition de ce revenu entre capitalistes, techno-bureaucrates, travailleurs et gouvernement, et par les habitudes de consommation de la population, ne devra pas descendre au-dessous d'un certain taux minimum. Par exemple, pour que l'économie croisse à un taux de 7 % par an, avec une croissance de la population de 2,5 %, et par conséquent avec une croissance du revenu par habitant de 4,5 %, il faut que le taux d'épargne atteigne 14 à 21 %, étant donné un rapport produit-capital qui varie entre $1/3$ et $1/2$.

Toutefois, cette capacité d'épargner ne se réalise effectivement qu'à travers l'investissement. Si les entreprises privées et le gouvernement décident d'investir moins, le revenu diminuera, par le mécanisme du multiplicateur, et l'épargne *ex post* sera réduite proportionnellement. De la sorte, à court terme, ce qui est important à chaque instant dans l'économie c'est la décision d'investir. Une fois déclenché le processus d'accumulation capitaliste, le développement, l'épargne et les profits suivent automatiquement.

Néanmoins, si le système dépend de la décision d'investir des capitalistes pour conserver son dynamisme, il courra de grands risques. Le secteur moderne possède une grande structure de marché oligopoliste. Et la décision d'investir de l'entreprise oligopoliste ne dépend pas seulement des taux de profits prévus mais également de l'estimation qui est faite du volume probable des investissements des autres concurrents. Si l'entreprise oligopoliste sent que l'économie entre dans une phase de récession et que les autres concurrents réduisent leurs investissements, elle réduit immédiatement les siens, elle aussi, à moins qu'elle ne dispose d'une innovation technologique lui assurant des profits élevés, même dans une situation de retrait de la demande.

C'est à ce moment-là que le rôle du gouvernement est fondamental. Comme il contrôle plus de 50 % de l'investissement annuel, il n'a pas tendance à reculer au premier signe de récession. Il continue à investir et introduit des mesures pour stimuler l'investissement du secteur privé — stimulants fiscaux, stimulants du crédit. De la sorte, le taux d'accumulation se maintient à un niveau élevé, et la phase de dépression du cycle économique peut être surmontée.

Il est aisé de comprendre combien est réduit, dans ce processus, le rôle du système financier privé consistant à transférer les épargnes vers l'investissement et à permettre de séparer les capitalistes inactifs des capitalistes actifs ou chefs d'entreprises. Dans notre matrice, le domaine dans lequel le système financier privé exerce son activité est inférieur à l'épargne des techno-bureaucrates et des capitalistes. Des profits des capitalistes il faut déduire, en plus de leur consommation en biens de luxe, les profits retenus constituant l'auto-financement, qui ne passe pas par le marché financier. Le taux d'auto-financement est probablement élevé. Les épargnes des techno-bureaucrates, quant à elles, sont petites, si nous considérons la maison comme un bien de consom-

mation. Il est donc parfaitement compréhensible que le système financier privé se manifeste peu dans ce système, et que la charge de financer les entreprises à long terme, au-delà de leurs propres profits, incombe au gouvernement ou alors au capital externe.

C'est également au gouvernement et au capital étranger que revient, dans ce modèle, le rôle d'augmenter le taux d'épargne et d'accumulation du système. Le secteur privé national, dans la mesure où il se trouve victime de la contradiction entre la nécessité d'accumuler toujours davantage et le fait que c'est la consommation de biens de luxe qui constitue l'élément qui dynamise le modèle, n'est pas en condition d'augmenter le taux d'accumulation de manière significative. Celui-ci, néanmoins, tend à croître durant un certain temps grâce aux épargnes du gouvernement et au transfert d'épargnes externes par l'intermédiaire de l'investissement des multinationales et de l'endettement envers l'extérieur.

CONCLUSION

Nous pensons avoir défini dans ce travail quelques-unes des caractéristiques essentielles du modèle de sous-développement industrialisé. A travers l'analyse des diverses variables et des relations qui existent entre elles, nous espérons avoir démontré qu'il s'agit d'un modèle doté d'une forte cohérence interne. La concentration du revenu et la marginalisation du secteur traditionnel tendent à s'accorder avec l'équilibre entre l'offre et la demande ajoutées. Dans ce travail, nous n'analysons pas les limites de ce modèle. Ce genre d'étude est réservé à un travail plus ample, que nous sommes en train de réaliser, sur l'économie politique du sous-développement industrialisé. Nous pouvons toutefois avancer que les limites de ce modèle sont essentiellement politiques. Vouloir découvrir des limites strictement économiques à ce type perverti de développement serait sans doute une tâche vouée à peu de succès.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMIN, Samir (1973), *Le développement inégal*, Les Ed. de Minuit, Paris.
BACHA, Edmar (1973 a), *The Unequalizing Spiral : a First Growth Model for Belindia*, mimeo, Brasilia.
— (1974), Hierarquia e Remuneração Gerencial, dans *Estudos Econômicos*, vol. 4, n° 1, janvier-mai.
— (1973 b), Sobre a Dinâmica de Crescimento da Economia Industrial Subdesenvolvida, dans *Pesquisa e Planejamento Econômico*, vol. 3, n° 4, décembre.
BARAN, Paul A., et SWEEZY, Paul M. (1966), *Monopoly Capital*, Monthly Review Press, New York.

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT INDUSTRIALISÉ

- BARBOSA LIMA SOBRINHO, Alexandre (1973), *Japão : o Capital se faz em Casa*, Paz e Terra, Rio de Janeiro.
- BATRA, Roger (organisateur) (1969), *El Modo de Producción Asiático*, Ediciones Era, México.
- BERLINCK, Manoel (1974), *A Vida como ela é*, Campinas, mimeo.
- BRESSER PEREIRA, Luiz C. (1963), O Empresário Industrial e a Revolução Brasileira, dans *Revista de Administração de Empresas*, n° 8, juillet-septembre.
- (1970), Multiplicar ou Dividir : A Distribuição de Renda e a Recuperação da Economia Brasileira, dans *Visão*, novembre.
- (1972 a), O Novo Modelo Brasileiro de Desenvolvimento, publié dans les 3^e édition et suivantes de *Desenvolvimento e Crise no Brasil*, Editora Brasiliense, São Paulo (1^{re} éd., Zahar Editores, Rio de Janeiro, 1968).
- (1972 b), *Tecnoburocracia e Contestação*, Editora Vozes, Petrópolis.
- (1973 a), *A estratégia Brasileira de Desenvolvimento 1967-1973*, Departamento de Economia da Escola de Administração de Empresas de São Paulo da Fundação Getúlio Vargas, mimeo.
- (1973 b), *A Função Investimento e a Taxa de Lucros*, Departamento de Economia de Escola de Administração de Empresas de São Paulo da Fundação Getúlio Vargas, mimeo.
- (1974 a), *Empresários e Administradores no Brasil*, Editora Brasiliense, São Paulo.
- (1974 b), *O Modelo de Kaldor*, Departamento de Economia da Escola de Administração de Empresas de São Paulo da Fundação Getúlio Vargas, mimeo.
- (1974 c), Um Novo Equilíbrio de Forças entre Desenvolvidos e Subdesenvolvidos ?, dans *Ultima Hora*, 29 avril, São Paulo.
- (1975), O Modelo Harrod-Domar e a Substitubilidade de Fatores, dans *Estudos Econômicos*, vol. 5, n° 3, juillet-septembre.
- (1976), *Notas Introdutórias ao Modo de Produção Tecnoburocrático*, Escola de Administração de Empresas de São Paulo da Fundação Getúlio Vargas, ECON-L-92, mimeo.
- CARDOSO, Fernando Henrique (1964), *Empresário Industrial e Desenvolvimento Econômico*, Difusão Européia do Livro, São Paulo.
- et ENZO, Faletto (1970), *Dependência e Desenvolvimento na América Latina*, Zahar Editores, Rio de Janeiro.
- CARDOSO, Fernando Henrique (1971), *Política e Desenvolvimento em Sociedades Dependentes*, Zahar Editores, Rio de Janeiro.
- (1972), *O Modelo Político Brasileiro e Outros Ensaio*, Difusão Européia do Livro, São Paulo.
- (1974), As Contradições do Desenvolvimento Associado, dans *Estudos CEBRAP*, n° 8, avril-juin.
- CASTRO, Antonio Barros de (1969), Agricultura, Emprego e Desequilíbrios Regionais et Agricultura e Desenvolvimento no Brasil, dans *7 Ensaio sobre a Economia Brasileira*, Editora Forense, Rio de Janeiro.
- CERM (1969), *Sur le « mode de production asiatique »*, Centre d'Etudes et de Recherches marxistes, Editions Sociales, Paris.
- (1973), *Sur les sociétés précapitalistes, textes choisis de Marx, Engels, Lénine*, Centre d'Etudes et de Recherches marxistes, Editions Sociales, Paris.
- FURTADO, Celso (1966), *Subdesenvolvimento e Estagnação na América Latina*, Editora Civilização Brasileira, Rio de Janeiro.
- (1972), *Análise do « Modelo Brasileiro »*, Editora Civilização Brasileira, Rio de Janeiro.
- (1974), *O Mito do Desenvolvimento*, Paz e Terra, Rio de Janeiro.
- GALBRAITH, John Kenneth (1968), *O Novo Estado Industrial*, Editora Civilização Brasileira, Rio de Janeiro (1^{re} éd. américaine, 1967).
- GUERREIRO RAMOS, Alberto (1960), *O Problema Nacional do Brasil*, Editora Saga, Rio de Janeiro.
- (1961), *A Crise do Poder no Brasil*, Zahar Editores, Rio de Janeiro.
- HARROD, Roy F. (1939), An Essay in Dynamic Theory, dans *The Economic Journal*, n° XLIX, mars.
- (1966), *Dynamic Economics*, Macmillan, Londres (1^{re} éd., 1948).
- IANNI, Octávio (1971), *O Colapso do Populismo no Brasil*, Editora Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 2^e éd.
- JAGUARIBE, Hélio (1958), *O Nacionalismo na Atualidade Brasileira*, Instituto Superior de Estudos Brasileiros, Rio de Janeiro.

LUIZ C. BRESSER PEREIRA

- KALDOR, Nicholas (1965), *Capital Accumulation and Economic Growth*, dans F. A. LUTZ (organisateur), *The Theory of Capital*, Macmillan, Londres.
- KALECKI, Michal (1968), *Theory of Economic Dynamics*, Monthly Review Press, New York.
- (1971), *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy*, Cambridge University Press, Cambridge.
- KNOX, A. D. (1966), *The Acceleration Principle and the Theory of Investment*, dans *Economica*, vol. 19, août 1952, réimprimé dans M. G. MULLER, *Readings in Macro-economics*, Holt, Rinehart & Winston, New York.
- KOWARICK, Lucio (1972), *Marginalidade Urbana e Desenvolvimento : Aspectos Teóricos no Problema da América Latina*, São Paulo, mimeo.
- (1974), *Capitalismo. Dependência e Marginalidade Urbana na América Latina : uma Contribuição Teórica*, dans *Estudos CEBRAP*, n° 8, avril-juin.
- LABINI, Paolo Sylos (1972), *Oligopolio y Progreso Técnico*, Einaudi Editore, Torino (1^{re} éd., 1956).
- MALAN, Pedro, et WELLS, John (1972), *Furtado, Celso — Análise do Modelo Brasileiro*, dans *Pesquisa e Planejamento Econômico*, vol. II, n° 2, décembre.
- MARX, Karl (1971), *Elementos Fundamentales para la Critica de la Economía Política* (borrador 1957-58, traduit de l'allemand *Grundrisse der Kritik der Politischen Ökonomie*, Siglo XXI Argentina Editores, Buenos Aires.
- et HOBBSBAWN, Eric (préfacier) (1971), *Formaciones Economicas Precapitalistas*, Cuadernos de Passado y Presente, Córdoba.
- MEADE, J. E., et P. W. S. ANDREWS (1938), *Summary of Replies to Questions on Effects of Investment Rates*, dans *Oxford Economic Papers*, vol. I.
- NAKANO, Yoshiaki (1974), *Profits, Prices and Capital Accumulation*, Cornell University, mimeo.
- OLIVEIRA, Francisco de (1972), *Economia Brasileira : Critica à Razão Dualista*, dans *Estudos CEBRAP*, n° 2, octobre.
- PEREIRA, Luiz (1965), *Trabalho e Desenvolvimento no Brasil*, Difusão Européia do Livro, São Paulo.
- PINTO, Anibal (1970), *Naturaleza e Implicaciones de la « Heterogeneidad Estructural » de la América Latina*, dans *El Trimestre Económico*, vol. XXXVII, n° 145, janvier-mars.
- (1971), *El Modelo de Desarrollo Reciente de la América Latina*, dans *El Trimestre Económico*, vol. XXXVIII, n° 150, avril-juin.
- (1967), *Premières sociétés de classe et mode de production asiatique*, *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, n°s 57-58, janvier-avril.
- ROBINSON, Joan (1964), *Essays in the Theory of Economic Growth*, Macmillan, Londres.
- SINGER, Paulo (1973), *As Contradições do Milagre*, dans *Estudos CEBRAP*, n° 6, octobre-décembre.
- SUNKEL, Oswaldo (1971), *Capitalismo Transnacional y Desintegración Nacional*, dans *Estudios Internacionales*, ano IV, n° 16, janvier-mars.
- SUPLICY, Eduardo Matarazzo (1976), *Salários Altos Aumentam Mais et As Crescentes Diferenças de Renda no País*, *Folha de São Paulo*, 1^{er} et 15 février.
- TAVARES, Maria Conceição, et SERRA, José (1971), *Más Allá del Estancamiento : una Discusión sobre el Estado de Desarrollo Reciente*, dans *El Trimestre Económico*, vol. XXXIII, n° 152, octobre-novembre. Publié en portugais, dans *Da Substituição de Importações ao Capitalismo Financeiro*.
- TAVARES, Maria Conceição (1972), *Da Substituição de Importações ao Capitalismo Financeiro*, Zahar Editores, Rio de Janeiro.
- (1974), *Acumulação de Capital e Industrialização no Brasil*, version préliminaire, Instituto de Filosofia e Ciências Humanas, Campinas.
- TRAGTEMBERG, Mauricio (1974), *Burocracia e Ideologia*, Editora Ática, São Paulo.
- WEFFORT, Francisco C. (1965), *Política de Massas*, dans *Política e Revolução Social no Brasil*, Octavio Ianni et alii, Editora Civilização Brasileira, Rio de Janeiro.
- (1966), *Estado e Massas no Brasil*, dans *Civilização Brasileira*, ano I, n° 7, mai.
- WELLS, John (1973), *Euro-Dólares, Dívida Externa e o Milagre Brasileiro*, dans *Estudos CEBRAP*, n° 6, octobre-décembre.